

P915730



PB-PP | B-
BELGIE(N) - BELGIQUE



Bureau de dépôt : 7000 Mons
Graphisme : Romain Biltresse
Editeur responsable : André Ceuterick
Rédacteur en chef : Daniel Sclavon.



Maison de la Laitéité
de Frameries

LE LIEN

38

TRIMESTRIEL DE LA MAISON DE LA LAITÉITÉ DE FRAMERIES ASBL | JUIN - JUILLET - AOÛT 2020

NOS PERSONNES DE CONTACT

- André **Ceuterick**, président :
0475 707 379 - a.ceuterick@hotmail.com
- Jacqueline **Loiseau**, secrétaire :
0479 904 716 - desloi@skynet.be
- Danièle **Gosselet**, trésorière :
0474 950 407 - daniele.gosselet@gmail.com

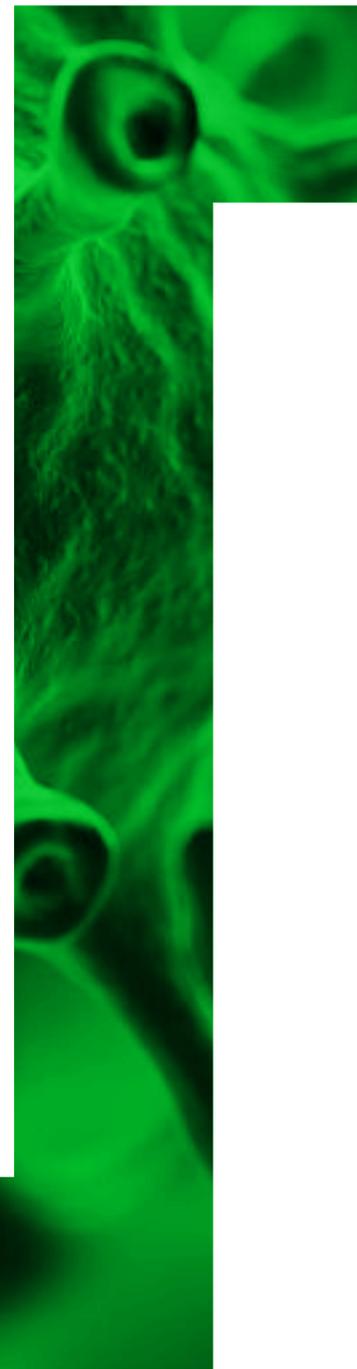
NOS ADRESSES

- **Poste** : 152, rue de la Libération, 7080 La Bouverie
- **Courriel** : maisonlaiciteframeriers@skynet.be

NOUS SOMMES AUSSI PRÉSENTS

- Sur **Facebook**
- Très bientôt, notre **nouveau site** sera opérationnel

QUELQUES
INFOS PRATIQUES





PRÉSIDENT, ÉDITEUR RESPONSABLE DU PÉRIODIQUE « LE LIEN » : André Ceuterick
RÉDACTEUR EN CHEF DU PÉRIODIQUE « LE LIEN » : Daniel Sclavon
GRAPHISME : Dropix Studio (dropixstudio@gmail.com)

Dossier préparé par **Daniel Sclavon** et relu par **Patrick Beth**.
Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

Sur la crise sanitaire engendrée par le nouveau coronavirus (la Covid 19), tout semble déjà avoir été dit, écrit, lu et vu, tout et son contraire, avec force arguments péremptoires, dénigrements suffisants, constatations contradictoires, assertions scientifiques, politiques, économiques sans appel, élucubrations et prophéties en tout genre.

Nous avons souhaité aborder ce débat fondamental pour l'avenir de nos sociétés, voire de l'Humanité tout entière, en dehors de cette tempête médiatique aux surenchères parfois insupportables, en nous éloignant du factuel direct, du vécu au quotidien et du flot d'impressions « à chaud » pour tenter de trouver une modalité éclairante qui suscite la réflexion plurielle sur l'Après et le Demain. Non tant que le présent soit sans importance en ce qu'il est mais

parce que cette crise sanitaire prise dans sa globalité, sa complexité et ses innombrables composantes, connues, invisibles ou sciemment occultées, appelle une reconsidération fondamentale de notre façon de vivre, du fonctionnement de notre société et de ses institutions, de notre rapport au monde et à la nature, de notre adéquation à un Après... autrement. Nous nous sommes imposé une « distanciation intellectuelle » en quelque sorte.

Sous l'égide de notre rédacteur en chef du Lien, Daniel Sclavon, nous avons réuni une série de textes qui abordent certaines thématiques liées aux principaux domaines de notre vie en société : la politique, l'économie, la culture, l'éducation, le social, la santé,... sous des formes diverses : le rappel historique (porteur d'enseignements ?), le témoignage citoyen (un coup

LE MOT DU

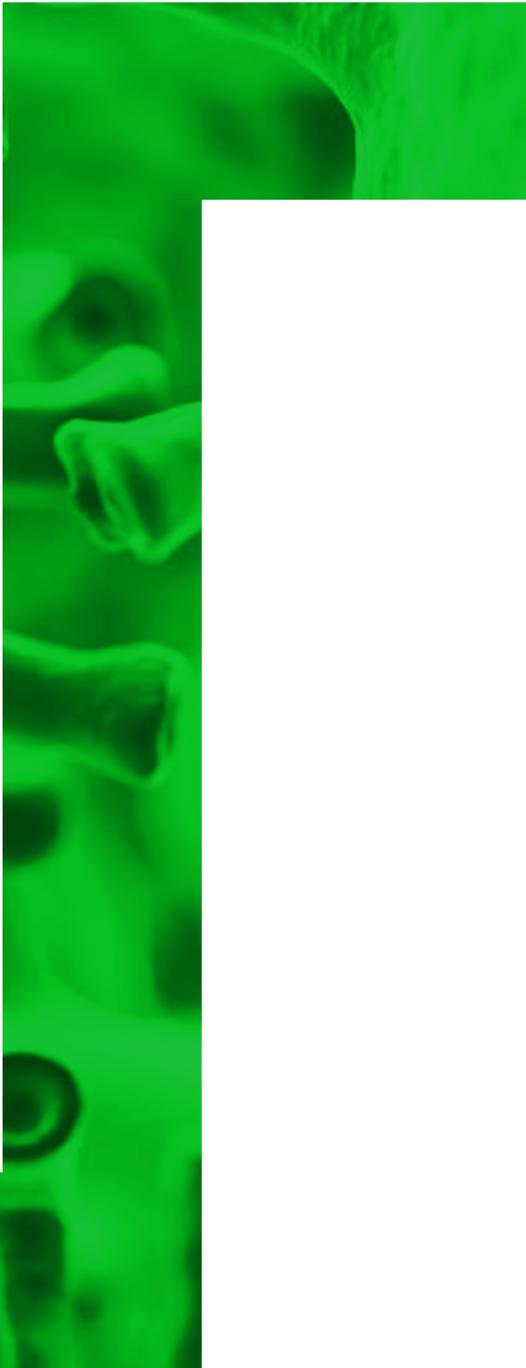
de gueule du comédien Vincent Lindon), la prospective philosophique (la sagesse visionnaire d'Edgar Morin), l'analyse économique et géopolitique, la réflexion pédagogique, etc.

De cette sélection très fragmentée émane, avec pertinence, l'idée maîtresse d'une nécessaire remise en question de ces certitudes, modèles et constantes qui régissent le fonctionnement de notre société actuelle et le comportement de ceux (groupes et individus) qui la composent.

Se dégagent ainsi quelques pistes de réflexion et propositions en perspective liées notamment aux fondements même de la démocratie, à la faillite de l'ultralibéralisme et à la reconsidération du rôle de l'État, avec comme a priori sous-jacent, essentiel à nos yeux, le positionnement central de « l'humain »,

comme instigateur prioritaire de ce monde d'Après... autrement.

André CEUTERICK
Président de la MLF



PRÉSIDENT



SOMMAIRE



ECONOMIE - LE GRAND BOND EN ARRIÈRE ?	8
SANTÉ - L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DU CAPITALISME VIS-À-VIS DE NOTRE SANTÉ	18
CITOYENNETÉ - L'OPINION D'UN CITOYEN... PRESQUE COMME LES AUTRES	30
ENSEIGNEMENT - DÉCONFINEMENT : FAUT-IL METTRE SES ENFANTS À L'ÉCOLE ?	42
PHILOSOPHIE - LES RÉFLEXIONS D'UN SAGE	48
GÉOPOLITIQUE - APRÈS LA CRISE, QUELS GAGNANTS, QUELS PERDANTS ?	54
CULTURE - APRÈS LA CRISE, QU'ATTENDONS-NOUS DE L'ART ET DE LA CULTURE ?	62
EUROPE - LE COÛT DE LA NON-EUROPE	68
LE BILLET D'HUMEUR - LE DÉCONFINEMENT OU LE RETOUR À L'ANORMAL	78



CHÈRES AMIES, CHERS AMIS,

**SI VOUS PARTAGEZ NOS CONVICTIONS LAÏQUES ET SI VOUS SOUHAITEZ SOUTENIR NOTRE ACTION,
N'OUBLIEZ PAS DE RENOUELER VOTRE COTISATION PERSONNELLE 2020 EN VERSANT
LE MONTANT DE **10€** AU COMPTE **BE23 0682 2267 9691** DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE FRAMERIES
AVEC EN COMMUNICATION : COT20 - NOM, PRÉNOM, ADRESSE.**

MERCI !

ECONOMIE - LE GRAND BOND EN ARRIÈRE



Commençons tout d'abord par expliquer pourquoi il nous a paru important d'aborder l'aspect économique de la crise du Covid-19.

CRISE SANITAIRE VERSUS CRISE ÉCONOMIQUE

En fait, cette « coronacrise », comme certains aiment la qualifier, qui touche l'économie mondiale et l'économie réelle, et qui n'est comparable qu'à la crise de 1929, n'épargnera aucun d'entre nous.

Sans vouloir nous étendre sur l'impact de la crise sur l'économie, lequel a été abondamment commenté par les spécialistes de la discipline, rappelons cependant quelques éléments essentiels.

Et, à tout seigneur, tout honneur, commençons par la Chine.

Le développement de l'épidémie en Chine intérieure a amené, dès janvier, l'État chinois à prendre des mesures de confinement dans des régions clés pour la production industrielle et, notamment dans la région de Hubei qui est un nœud important du réseau de transport et d'approvisionnement au cœur du pays.

De ce fait, une partie importante de la production industrielle a été stoppée et la publication des résultats des deux premiers mois de l'année a confirmé l'impact catastrophique de l'épidémie sur l'activité économique de la Chine, en recul pour la première fois depuis 30 ans.

Par ailleurs, avec la propagation du virus à l'étranger, en particulier en Europe, l'un des principaux débouchés pour ses produits, l'économie chinoise n'est pas à l'abri d'un second choc qui pourrait

être fatal à son économie et mettre en grand danger les dirigeants politiques qui ne sont pas contestés, parce qu'ils ont réussi jusqu'à présent à entretenir un niveau de croissance à deux chiffres.

Et si, fin mars, les autorités ont mis sur pied un plan de relance, l'annonce d'un rebond économique réclame une grande prudence, eu égard à la capacité du pouvoir à faire disparaître les lanceurs d'alerte et à contenir toute forme néfaste de viralité médiatique, ce qui, non seulement, témoigne d'une efficacité redoutable du système politique, mais permet de douter du bien-fondé des discours officiels des dirigeants chinois, en matière sanitaire comme en matière économique.

Quoi qu'il en soit, suite à l'évolution exponentielle du nombre de contaminations, qui paralyse dé-



DANIEL SCLAVON, RÉDACTEUR DU LIEN

sormais les principaux partenaires commerciaux du géant asiatique, l'horizon économique de la planète s'annonce très sombre, le Fonds Monétaire International, le FMI, prévoyant, en 2020, une baisse de la croissance du PIB mondial de 3 % et de 7,5 % pour la zone euro.

Et la situation de notre petite Belgique n'est guère plus enviable, la Banque nationale estimant que le PIB chuterait de 8 % en 2020, la perte se situant autour de 45 milliards d'euros, alors que le déficit public passerait à 7,5 % du PIB et la dette belge à 115 %...

De bien mauvaises nouvelles pour le contribuable.

I À QUI LA FAUTE ?

À un virus, bien sûr, mais à un virus dont la rapidité de pro-

pagation a largement profité de la logique spécifiquement capitaliste de la mondialisation des échanges économiques et corollairement à une multiplication invraisemblable des échanges internationaux.

La faute en quelque sorte à la dictature des marchés, au capitalisme débridé et à ses représentants, les néolibéraux. Cela étant dit, comment en sommes-nous arrivés là ?

Si le libéralisme économique a évidemment des vertus parce qu'il crée des richesses, multiplie les échanges et suscite l'innovation, il a aussi ses limites, que le néolibéralisme et ses parangons à la Trump franchissent allégrement.

Ceci étant, il n'est pas inutile de rappeler tout d'abord que le libéralisme politique est un ensemble

de courants de philosophie politique visant à faire reconnaître la primauté des principes de liberté et de responsabilité individuelle sur l'autorité du souverain, une doctrine que, nous laïques, partageons amplement.



JOHN LOCKE (1632-1704).

Cette philosophie, qui a vu le jour avec la « Lettre sur la tolérance » de John Locke en 1689 puis avec les Diderot, Voltaire et autre Montesquieu du Siècle

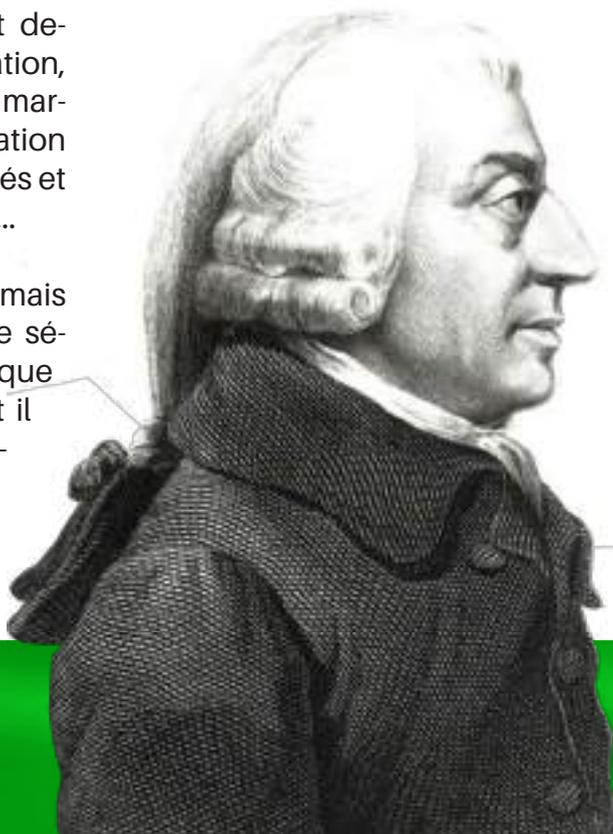
des Lumières, privilège donc le concept d'individu, titulaire de droits imprescriptibles du seul fait de sa naissance comme le droit à la protection contre l'arbitraire et les droits de penser, de s'exprimer, de s'associer, de se déplacer, de travailler, de contracter librement et d'entreprendre.

Toutefois, aujourd'hui, ce libéralisme qui était à l'origine porteur d'une conception neuve de la liberté, conquise contre l'absolutisme et le féodalisme, est devenu synonyme de dérégulation, de capitalisme sauvage, de marchandisation, de mondialisation effrénée, de culte des inégalités et d'aristocratie technocratique...

Une situation paradoxale mais qui résulte de la difficulté de séparer le libéralisme économique du libéralisme politique dont il découle alors que, pour certains, il n'est pas justifié de

distinguer des droits qui seraient d'essence politique et d'autres qui seraient d'essence économique.

En réalité, ce libéralisme économique va voir le jour avec le « père de l'économie politique », Adam Smith qui va théoriser, dans son ouvrage de 1776 « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », l'idée d'un marché « autorégulateur » par le concept de « la main invisible ».



ADAM SMITH (1723-1790).

Un dogme, qui, bien que remis en question par les mouvements sociaux inspirés par les conceptions que Karl Marx définit dans son ouvrage monumental « Le Capital » publié en 1867, va diriger toute l'économie durant le XIX^e siècle et la période de la Révolution industrielle ainsi que pendant les Années folles jusqu'au krach de 1929.

I 1929

En effet, jusqu'à la date fatidique du jeudi 24 octobre, ce « Black Thursday » qui marque la descente aux enfers de la Bourse de New York et le début d'une crise boursière, qui deviendra rapidement une crise bancaire puis une crise économique mondiale, l'activité économique avait été, aux Etats-Unis, en forte croissance.

Mais si les entreprises avaient enregistré des gains importants de productivité, ceux-ci ne revinrent pas aux salariés, qui voulurent profiter de ces années grasses, en empruntant à tours de bras pour acheter des actions surévaluées.

Toutefois début 1929, l'économie américaine montre des premiers signes d'essoufflement, un net ralentissement qui est en partie dû à un phénomène d'asphyxie de l'économie « réelle » qui voit les capitaux disponibles s'investir de préférence en bourse, laquelle a enregistré une hausse irrationnelle, plus de 300 %, des cours.

Alors que par un effet de dominos, c'est l'ensemble de la Bourse qui s'effondre, les banques qui ont octroyé massivement des crédits sans trop de garanties doivent faire face au défaut de remboursement des spéculateurs, qui ont tout perdu, ce qui les conduit à

restreindre l'octroi de crédits, notamment aux grandes entreprises, qui, elles-mêmes, connaissent alors des problèmes de trésorerie croissants, n'arrivent plus à honorer leurs engagements bancaires et tombent en faillite, entraînant avec elles les banques.

Celles-ci tentent, tant bien que mal, à sortir la tête hors de l'eau en rapatriant les fonds investis à court terme à l'étranger, notamment en Allemagne, provoquant à leur tour la faillite du système bancaire en Europe.

Avec la déconfiture du système bancaire, il ne reste pas assez de liquidités sur le marché pour qu'une quelconque activité économique puisse inverser la tendance : c'est la crise économique qui se propage dans le monde entier et est aggravée par les mesures protectionnistes des Etats qui paralysent complètement le commerce international.

C'est le temps de la « Grande Dépression » et des années noires du nazisme.

NEW DEAL ET KEYNÉSIANISME

Quoi qu'il en soit, c'est aussi l'heure du New Deal de Franklin Delano Roosevelt qui, s'inspirant des idées de l'économiste britannique John Maynard Keynes, relance l'économie aux Etats-Unis par les dépenses publiques, créant ainsi l'Etat-Providence.



JOHN MAYNARD KEYNES
(1883-1946).



La plupart des économistes, à la suite de Keynes, qui contrairement à ce qui est souvent prétendu, ne veut pas que le gouvernement gère l'économie mais « répare le capitalisme », vont alors admettre qu'il y a des cas où les marchés peuvent échouer et nécessitent l'intervention de l'État.

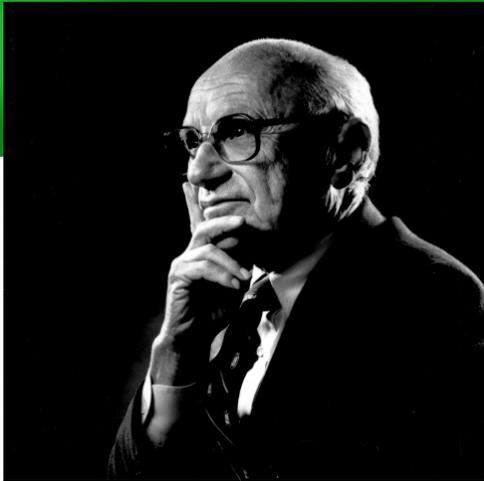
Cette politique économique derrière laquelle, il y a l'Etat-Providence qui complète et corrige les tendances du marché, lance des grands travaux, intervient dans la production via les grandes entreprises nationales, et, en même temps, généralise l'aide sociale, va triompher pendant les « Trente Glorieuses ».

L'État est alors omniprésent, avec notamment un plan Marshall, plan d'aide des États-Unis à l'Europe, destiné à relancer l'économie dévastée du Vieux Continent, une situation inimaginable pour

l'économiste britannique d'origine autrichienne Friedrich Hayek et pour l'américain Milton Friedman et ses disciples de l'Ecole de Chicago, qui se disent que décidément le monde libéral imaginé par Adam Smith, n'existe plus.



FRIEDRICH HAYEK (1899-1992).



MILTON FRIEDMAN
(1912-2006).

LE RETOUR DES NÉOLIBÉRAUX

Fin des années soixante, début des années septante, la situation économique se complique :

- d'une part, l'État américain, très endetté par la guerre du Vietnam, fait marcher la planche à billets et abandonne la convertibilité du dollar en or, une décision qui soumet désormais les monnaies à la loi de l'offre et de la demande et permet que se développe, à une grande échelle, la spéculation, déstabilisatrice de la sphère financière ;
- d'autre part, face à la demande

croissante de pétrole liée notamment à l'explosion de la production automobile, les industriels de la branche pétrolière, peu désireux d'investir massivement dans la recherche de nouvelles ressources, choisissent au contraire de raréfier la production pour faire grimper les prix, une situation symbolisée par « le dimanche sans voiture » de 1973.

C'est alors que le schéma de Keynes connaît ses premiers dysfonctionnements, car si selon sa théorie, on a soit du chômage avec des prix faibles et supportables, soit le plein-emploi avec de l'inflation, après les chocs pétroliers, c'est le temps de la stagflation c'est-à-dire de la hausse simultanée du chômage et de l'inflation.



IMAGE INSOLITE DE CHEVAUX REMORQUANT UNE CAMIONNETTE EN PANNE D'ESSENCE.

Le keynésianisme décrédibilisé, le temps est venu pour les néolibéraux de prendre leur revanche.

Du milieu des années 80 à la fin des années 90, c'est le triomphe des Chicago Boys de Friedman qui posent comme principe que le marché dérégulé est infaillible, le chômage naturel et l'inflation un phénomène purement monétaire.

Ils sont alors suivis par Pinochet qui renverse Allende au Chili, par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis mais aussi par François Mitterrand en France, qui dénoncent l'Etat-Providence comme coupable de toutes les erreurs et de la perte de compétitivité des entreprises et prônent le désengagement de l'Etat, la privatisation et la déréglementation.

Une position symbolisée par ces mots du président américain :

« L'Etat n'est pas la solution, c'est le problème ».

Une révolution financière qui ouvre à Wall Street un nouveau champ d'action, mais aussi qui va faire ressortir une des grandes contradictions du système capitaliste, à savoir que pour faire du profit, les entreprises ont besoin de réduire leurs coûts et donc de peser à la baisse sur les salaires, mais que pour écouler leur production, elles doivent garantir un minimum de pouvoir d'achat aux travailleurs.

Cela se fera par l'endettement.

LA CROISSANCE PAR L'ENDETTEMENT

Cette « croissance par l'endettement » ouvre alors un véritable eldorado aux banques, qui

ne vont pas rater le coche avec comme résultat que le cumul de la dette privée et publique au niveau mondial atteint en 2017 un record historique, le poids de l'endettement du secteur privé ayant triplé depuis 1950.

Cependant, ce capitalisme, qui dévoré par la financiarisation ressemble aujourd'hui par bien des aspects à un organisme dévoré par un cancer, cet ultralibéralisme, cette politique de la dérégulation et du « laisser-faire » a ses limites et celles-ci éclatent en 2008 avec la crise des subprimes, une déraison d'Etat.

Cette « bulle immobilière » trouve son origine sur le marché du crédit américain, qui encouragé par l'idéologie de l'Etat celle des Bush et autre Clinton, qui présentent la société de propriétaires comme la condition impérative et exclusive de la paix économique, politique et sociale, se met

À VENDRE.



à prêter sans limitation avec pour unique garde-fou la sacrosainte loi du marché.

Avant tout destinée à servir les ambitions économiques du pays, cette logique consumériste, en l'absence de revalorisation des salaires, passe nécessairement par l'endettement des ménages.

Jusqu'au krach de 2008, lorsque les emprunteurs de mauvaise qualité à qui on a fait miroiter une hausse constante des prix de l'immobilier, ne remboursent plus leur crédit et voient la saisie de leur maison venir gonfler l'offre de biens dont les prix s'effondrent.

Les courtiers, conscients du risque qu'ils prenaient avec ces clients, se sont entretemps empressés de rassembler ces mauvais crédits hypothécaires sous forme d'obligations qu'ils ont vendu, moyennant des taux al-

léchants, aux peu regardants banquiers, fonds de placement et compagnies d'assurance du monde entier, contaminant ainsi toute la sphère financière de la planète.

I L'ÉTAT À LA RESCousse

Et face au danger d'un effondrement du secteur bancaire mondial, revoilà l'Etat-Providence, tant haï par les néolibéraux, remis à contribution, selon l'adage « privatisation des bénéfiques, mutualisation des pertes », y compris aux Etats-Unis, paradis du libéralisme économique.

Nationalisations d'entreprises, injection de milliards de \$ ou € dans leur capital afin de restaurer leur solvabilité, plans de relance,



autant de mesures qui vont accroître les dépenses publiques et creuser les déficits et l'endettement des Etats et exiger ensuite des politiques de rigueur et d'austérité qui ramènent déficit et dette à des niveaux raisonnables.

Une austérité telle que nous la connaissons aujourd'hui avec ses coupes budgétaires qui affectent des secteurs aussi stratégiques que les soins de santé, l'aide sociale ou l'éducation et des déficits qu'une fois encore, les contribuables finiront par régler.

I 2020

Alors que la crise sanitaire est en train de produire un effet domino catastrophique sur l'économie mondiale, tout particulièrement dans les pays occidentaux, où l'enchaînement des politiques néolibérales ont rendu les structures

économiques fragiles, il est bon de se demander si nous allons continuer encore longtemps à accepter cette économie « casino ».

Accepterons-nous encore d'être ces serviles citoyens suiveurs d'un monde où l'on nous a vendu une croissance soi-disant infinie comme modèle de société, avec le capitalisme financier comme adjudant et la consommation comme corollaire ?

Accepterons-nous les dérives du système financier et les risques de déstabilisation des systèmes politiques, sociaux et écologiques ?

S'il ne s'agit cependant pas de remettre en question le libre-échange, il s'agit, d'une part, de redonner une véritable place aux humains dans la gouvernance des entreprises, condition sine qua non pour sortir l'économie réelle de son inféodation à la finance et

d'autre part, de rendre aux pouvoirs publics leur juste rôle, devenu trop réduit face au marché qui maximise l'immédiat privé plutôt que de privilégier l'avenir collectif.

Alors, amis laïques et vous dirigeants politiques, élus par la volonté du peuple, parviendrons-nous à rétablir, enfin, l'Etat dans son rôle fondamental celui de protéger et de veiller au bonheur de ses administrés ?

C'est, me semble-t-il, la condition pour que la démocratie, déjà menacée en Europe et ailleurs par des velléités autoritaires, ne laisse pas sa place au populisme et à la méfiance des citoyens vis-à-vis du pouvoir politique.



COVID-19 test

**SANTÉ - L'INSOUTENABLE
LÉGÈRETÉ DU CAPITALISME
VIS-À-VIS DE NOTRE SANTÉ**

En regardant le film hypnotique de Lars von Trier « Melancholia », le spectateur comprend peu à peu, dans un mélange de terreur et d'impuissance, que le monde est sur le point de disparaître, condamné à entrer en collision avec la planète « Melancholia ».

A la fin du film, le spectateur, à la fois fasciné et paralysé, voit cette planète finir sa course pour s'écraser sur la Terre. D'abord apparue sous la forme d'un point lointain dans le ciel, elle grossit jusqu'à finalement devenir un disque qui envahit tout l'écran, au moment du choc.

Nous sommes tous plongés dans un événement mondial dont nous n'avons pas encore pleinement saisi l'ampleur. Dans ce moment inédit, j'ai tenté de trouver des analogies et je me suis souvenue de cette scène finale du film de Lars von Trier.

I UNE NOUVELLE RÉALITÉ

C'est au cours de la deuxième semaine de janvier que j'ai lu pour la première fois un article au sujet d'un étrange virus ; c'était dans la presse américaine et j'y ai prêté une attention toute particulière parce que mon fils devait partir en Chine. Le virus était encore à distance, comme le point lointain d'une planète menaçante. Mon fils annula son voyage mais le point est devenu disque et a poursuivi sa course inexorable, venant progressivement s'écraser sur nous, en Europe et au Moyen-Orient. Désormais, nous observons tous, tétanisés, les progrès de la pandémie, tandis que le monde que nous connaissions a baissé le rideau.

Le coronavirus est un événement planétaire d'une magnitude que nous peinons à saisir, non seulement en raison de son échelle

mondiale, non seulement en raison de la rapidité de la contamination, mais aussi parce que les institutions dont nous n'avions jamais questionné le colossal pouvoir ont été mises à genoux en l'espace de quelques semaines. L'univers archaïque des épidémies dévastatrices a brutalement fait irruption dans le monde aseptisé et avancé de la puissance nucléaire, de la chirurgie laser et de la technologie virtuelle. Même en temps de guerre, les cinémas et les bars underground continuaient de fonctionner ; or ici, les villes animées d'Europe que nous aimons sont devenues de sinistres villes fantômes, leurs habitants forcés de se terrer chez eux. Comme l'écrivait Albert Camus dans « La Peste », « tous ces changements, dans un sens, étaient si extraordinaires et s'étaient accomplis si rapidement, qu'il n'était pas facile de les considérer comme normaux et durables ».

**EVA ILLOUZ, SOCIOLOGUE, DIRECTRICE D'ÉTUDES À L'EHESS,
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ HEBRAÏQUE DE JERUSALEM**

Du transport aérien aux musées, c'est le cœur battant de notre civilisation qui a été arrêté. La liberté, la valeur cardinale de la modernité, a été mise entre parenthèses, non pas à cause d'un nouveau tyran mais en raison de la peur, cette émotion qui domine toutes les autres. Du jour au lendemain, le monde est devenu unheimlich, étrangement inquiétant, vidé de sa familiarité. Les gestes les plus réconfortants – se serrer la main, s'embrasser, s'étreindre, manger ensemble – sont devenus sources de danger et d'angoisse.

En l'espace de quelques jours, de nouvelles notions ont fait leur apparition pour donner sens à une réalité nouvelle : nous sommes tous devenus spécialistes des différents types de masques et de leur pouvoir filtrant (N95, FFP2, FFP3, etc.), nous savons désormais quelle quantité d'alcool est nécessaire à un lavage de mains

efficace, nous connaissons la différence entre la « suppression » et l'« atténuation », entre Saint-Louis et Philadelphie au temps de la grippe espagnole, et bien sûr, nous nous sommes familiarisés, surtout, avec les étranges règles et rituels de la distanciation sociale. En quelques jours en effet, une nouvelle réalité a fait son apparition, avec de nouveaux objets, de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques.

RUPTURE DU CONTRAT DE L'ÉTAT

Les crises révèlent les structures mentales et politiques et, dans le même temps, elles mettent au défi les structures conventionnelles et la routine. Une structure est habituellement dissimulée au regard, mais les crises n'ont pas leur pareil pour exposer à l'œil nu

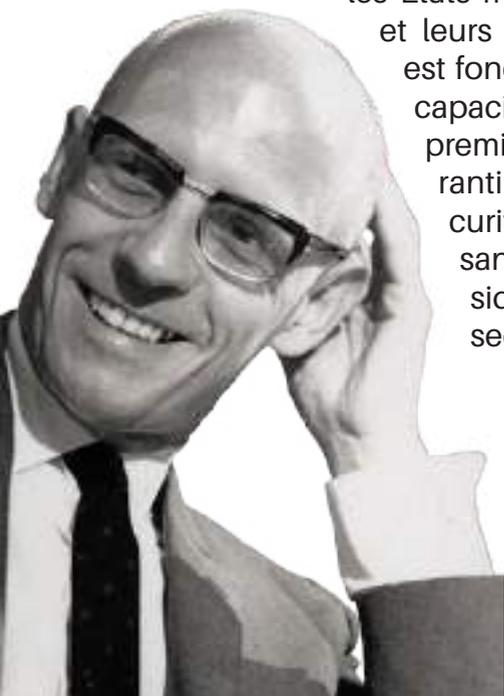
MICHEL FOUCAULT (1926-1984),
PHILOSOPHE FRANÇAIS, CRITIQUE DES
INSTITUTIONS SOCIALES.

D-19 test

les structures mentales et sociales tacites.

La santé, selon Michel Foucault, est l'épicentre de la gouvernance moderne (il parlait de « biopouvoir »). A travers la médecine et la santé mentale, affirmait-il, l'Etat gère, surveille et contrôle la population. Dans un langage qu'il n'aurait pas utilisé, nous pourrions dire que le contrat implicite passé entre

les Etats modernes et leurs citoyens est fondé sur la capacité des premiers à garantir la sécurité et la santé physiques des seconds.



Cette crise met en lumière deux choses opposées : d'abord le fait que ce contrat, dans de nombreuses parties du monde, a progressivement été rompu par l'Etat, qui a changé de vocation en devenant un acteur économique entièrement préoccupé de réduire les coûts du travail, d'autoriser ou encourager la délocalisation de la production (et, entre autres, celle de médicaments clés), de déréguler les activités bancaires et financières et de subvenir aux besoins des entreprises. Le résultat, intentionnel ou non, a été une érosion extraordinaire du secteur public. Et la deuxième chose, c'est le fait, évident aux yeux de tous, que seul l'Etat peut gérer et surmonter une crise d'une telle ampleur. Même le mammoth Amazon ne peut faire plus qu'expédier des colis postaux, et encore, avec de grandes difficultés.

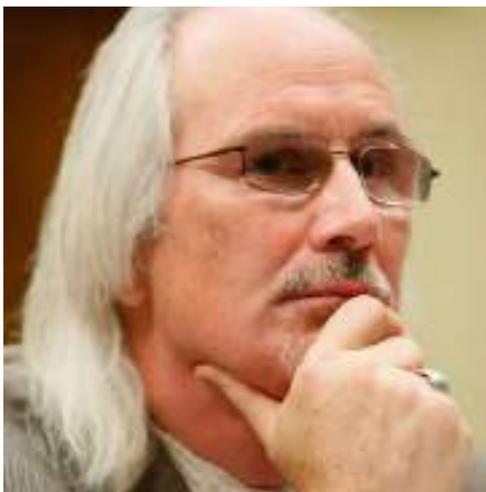
« RETOMBÉES ZOOTIQUES »

Pour Dennis Carroll, expert mondial de premier plan en maladies infectieuses, travaillant aux Etats-Unis pour le CDC (Centers for Disease Control and Prevention), l'agence nationale de protection de la santé, nous devons nous attendre à voir ce type de pandémies se répéter plus souvent à l'avenir. Et cela en raison de ce qu'il appelle les « retombées zootiques », c'est-à-dire les conséquences d'un contact de plus en plus fréquent entre des agents pathogènes d'origine animale et les hommes - un contact lui-même causé par la présence toujours plus importante des humains dans des écozones qui, jusqu'ici, étaient hors de notre portée. Ces incursions dans les écozones s'expliquent par la surpopulation et par l'exploitation in-

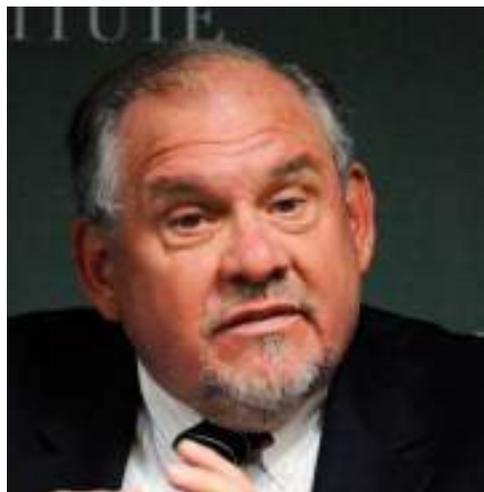
tensive de la terre (en Afrique, par exemple, l'extraction pétrolière ou minière s'est considérablement développée dans des régions qui étaient d'ordinaire peu habitées par les hommes).

Cela fait au moins une décennie que Carroll et de nombreux autres (dont, par exemple, Bill Gates et l'épidémiologiste Larry Brilliant, directeur de la fondation

Google.org) nous avertissent que des virus inconnus menaceront toujours plus à l'avenir les êtres humains. Mais personne n'y a prêté attention. La crise actuelle est le prix que nous payons tous pour le manque d'attention de nos politiciens : nos sociétés étaient bien trop occupées à réaliser des bénéfices, sans relâche, et à exploiter la terre et la main-d'œuvre, en tout temps et en tous lieux. Dans



DENNIS CARROLL, BIOLOGISTE.



LARRY BRILLIANT, ÉPIDÉMIOLOGISTE.

un monde post-Corona, les retombées zoonotiques et les marchés chinois d'animaux vivants devront devenir le souci de la communauté internationale. Si l'arsenal nucléaire de l'Iran est étroitement contrôlé, il n'y a aucune raison de ne pas exiger un contrôle international des sources de retombées zoonotiques. Le milieu des affaires, partout à travers le monde, peut enfin réaliser que pour pouvoir exploiter le monde, il faut encore qu'il y ait un monde.

L'ÉCONOMIE OU LA VIE ? LA SANTÉ, SOCLE INVISIBLE DU MARCHÉ

La peur du public met toujours les institutions en danger (les monstres politiques du XX^e siècle ont tous utilisé la peur pour dépouiller la démocratie de ses institutions). Mais l'inédit de

cette crise, c'est à quel point elle se montre hantée par l'« économisme ». Le modèle britannique (décrié depuis) a initialement consisté à adopter la méthode d'intervention la moins intrusive possible, soit le modèle de l'auto-immunisation (c'est-à-dire de la contamination) de 60 % de la population – une option qui revenait à sacrifier une partie de cette population au nom du maintien de l'activité économique. L'Allemagne et la France avaient d'abord réagi de la même manière, ignorant la crise tant que cela fut possible. Comme l'a relevé l'essayiste italien Giuliano Da Empoli, même la Chine, qui piétine les droits de l'homme, n'a pas utilisé aussi ouvertement que les nations européennes l'« économisme » comme un critère à prendre en

considération dans la lutte contre le virus (du moins au début). Le dilemme est sans précédent : sacrifier la vie de nombreuses personnes âgées et vulnérables ou sacrifier la survie économique de beaucoup de jeunes et d'indépendants.



LE PROFESSEUR ET ESSAYISTE
GIULIANO DA EMPOLI.

Il n'est pas sans ironie que ce soit le monde de la finance, généralement arrogant et si souvent impénétrable, qui ait été le premier à s'effondrer. Cela a montré que la circulation de l'argent dans le monde repose sur une ressource que nous considérons tous comme acquise : la santé des citoyens. Les marchés se nourrissent de la confiance comme d'une monnaie pour construire le futur, et il s'avère que la confiance se fonde sur l'hypothèse de la santé. Les Etats modernes ont garanti la santé des citoyens : ils ont construit des hôpitaux, formé des médecins, subventionné la recherche médicale et conçu des systèmes de protection sociale. Ce système de santé était le socle invisible qui rendait possible la confiance dans l'avenir qui, à son tour, conditionne les investissements et la spéculation financière. Sans santé, les transactions économiques perdent leur sens.

La santé était donc tenue pour acquise ; et ces dernières décennies, les politiciens, les places financières, les grandes entreprises s'accordèrent tous pour promouvoir des politiques qui réduisaient drastiquement les budgets dévolus aux ressources publiques, de l'éducation aux soins de santé, ignorant ainsi de façon paradoxale à quel point les entreprises avaient pu bénéficier de ces biens publics (éducation, santé, infrastructures), sans rien déboursier pour cela. Toutes ces ressources dépendent de l'Etat et conditionnent l'existence même des échanges économiques. Pourtant, en France, 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés ces vingt dernières années (les soins à domicile ne sauraient compenser des lits en unités de soins intensifs). En juin 2019, les médecins et infirmières urgentistes avaient manifesté contre les coupes budgétaires qui sapent le système

de santé français - une référence mondiale - jusqu'à le pousser au bord de l'effondrement.

Au moment même où j'écris ces lignes, un collectif de 600 médecins annoncent porter plainte contre le Premier ministre, Edouard Philippe, et l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, pour leur mauvaise gestion de la crise (jusqu'au 14 mars, aucune mesure n'avait été prise). Aux Etats-Unis, le pays le plus puissant de la planète, les médecins se démènent pour trouver des masques, afin de se protéger eux-mêmes. En Israël, en 2019, le ratio lits d'hôpitaux/population totale était tombé à son plus bas niveau depuis trois décennies, selon un rapport publié par le ministère de la Santé.



COVID

LA MUE INDISPENSABLE DU CAPITALISME

Netanyahou et ses gouvernements successifs ont négligé le système de santé pour deux raisons : parce que Netanyahou est fondamentalement un néolibéral qui croit en la redistribution de l'argent issu des ressources collectives aux riches sous la forme d'exonérations d'impôts ; et parce qu'il a cédé aux exigences des partis ultraorthodoxes qui sont ses partenaires de coalition, créant ainsi des pénuries massives dans le système de santé. Le mélange de gravité et d'hystérie avec lequel la crise actuelle a été gérée visait à dissimuler cette stupéfiante impréparation (manque de masques chirurgicaux, de respirateurs artificiels, de combinaisons de protection, de lits, d'unités de soins adéquates, etc.). Netanyahou et des hordes de politiciens partout dans

le monde ont traité la santé des citoyens avec une légèreté insupportable, échouant à comprendre l'évidence : sans santé, il ne peut y avoir d'économie. La relation entre notre santé et le marché est désormais devenue douloureusement claire.

Le capitalisme tel que nous l'avons connu doit changer. La pandémie va causer des dommages économiques incommensurables, un chômage massif, une croissance en berne ou négative, et elle affectera le monde entier - les économies asiatiques ayant

des chances d'en ressortir les plus fortes. Les banques, les entreprises et les sociétés financières devront supporter la charge, aux côtés de l'Etat, de trouver une issue à cette crise et devenir des partenaires pour la santé collective des citoyens. Elles devront contribuer à la recherche, aux plans de préparation aux urgences nationales, et à l'embauche massive, une fois cette crise terminée. Elles devront porter le fardeau de la reconstruction économique, quand bien même cet effort collectif ne générerait que peu de profits.



LE PRÉSIDENT ISRAÉLIEN,
BENJAMIN NETANYAHOU.

D-19

test



Les capitalistes ont pris pour acquises les ressources fournies par l'Etat - l'éducation, la santé, les infrastructures - sans jamais réaliser que les ressources dont ils spoliaient l'Etat les priveraient, au bout du compte, du monde qui rend l'économie possible. Cela doit cesser. Pour que l'économie ait un sens, elle a besoin d'un monde. Et ce monde ne peut être construit que collectivement, grâce à la contribution du secteur privé au bien commun. Si seuls les Etats peuvent gérer une crise d'une telle ampleur, ils ne seront pas suffisamment forts pour nous faire sortir à eux seuls de cette crise : il faudra que les entreprises contribuent au maintien des biens publics, dont elles ont tant bénéficié.

LES ÉLITES ET LES BUTINS DE GUERRE

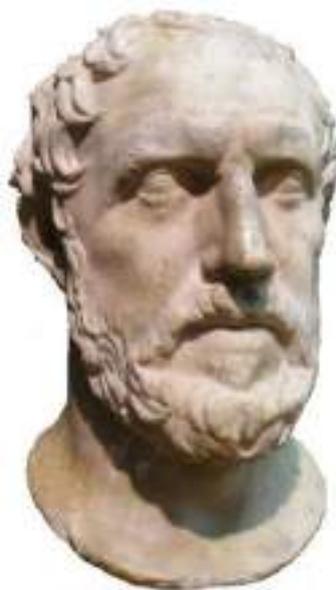
En Israël, malgré un bilan relativement peu élevé en terme de vies humaines (jusqu'à présent), la crise du coronavirus a profondément ébranlé les institutions du pays. Comme Naomi Klein n'a cessé de le souligner, les catastrophes sont pour les élites des occasions de s'emparer de butins de guerre et d'en tirer le maximum de profits. Israël en fournit un exemple frappant. Netanyahu a de facto suspendu les droits civiques fondamentaux et fermé les tribunaux (se sauvant ainsi in extremis du procès qui l'attendait). Le 16 mars, au milieu de la nuit, le gouvernement israélien a approuvé le recours à des outils technologiques élaborés par les services secrets du Shin Bet pour traquer les terroristes, afin de localiser et identifier les mouvements des porteurs de



virus (et de ceux qu'ils auraient pu contaminer). Il a contourné l'approbation de la Knesset, pourtant prévu par la procédure, et adopté des mesures qu'aucun pays n'avait encore prise - y compris les plus autoritaires.

Les citoyens israéliens ont l'habitude d'obéir rapidement et docilement aux ordres qu'ils reçoivent de l'Etat, en particulier lorsque leur sécurité et leur survie sont en jeu. Ils sont accoutumés à considérer la sécurité comme une raison valable d'enfreindre la loi et de porter atteinte à la démocratie. Mais Netanyahu et ses acolytes ne se sont pas arrêtés là : ils ont mis un coup d'arrêt à la formation de commissions parlementaires, menant de facto ce que certains commentateurs et citoyens ont appelé un « coup d'Etat » politique, privant ainsi le Parlement de sa fonction de contre-pouvoir face à l'exécutif, et refusant les résultats

des élections, qui les mettaient en situation de minorité. Le 19 mars, une procession légale de voitures munies de drapeaux noirs pour protester contre la fermeture du Parlement a été stoppée de force par la police, pour la seule raison que celle-ci en avait reçu l'ordre.



**THUCYDIDE (465-400 AV. J-C),
HOMME POLITIQUE ET HISTORIEN ATHÉNIEN.**

Thucydide, l'historien grec du V^e siècle avant Jésus-Christ, écrivait ceci au sujet de la peste qui avait ravagé Athènes durant la deuxième année de la guerre du Péloponnèse : « Devant le déchaînement du mal, les hommes, ne sachant que devenir, cessèrent de respecter la loi divine ou humaine ». (1). Des crises de ce type peuvent générer du chaos et c'est dans ce genre de circonstances que, bien souvent, des tyrans font leur apparition. Les dictateurs prospèrent sur la peur et le chaos. En Israël, des commentateurs très respectés voient dans la gestion de la crise par Netanyahu un exemple d'une telle exploitation cynique du chaos et de la peur, dans le but de changer les résultats des élections et de se mettre hors de portée de la loi. Ainsi, Israël traverse une crise qui n'a pas d'équivalent ailleurs : sa crise est à la fois sanitaire, économique et politique. Dans des moments

(1) Thucydide, « La Guerre du Péloponnèse », chap. 2, 52.

comme celui-ci, il est crucial d'avoir confiance dans les personnes occupant les charges publiques; or, une partie significative de l'opinion publique israélienne est en train de perdre totalement confiance en ses représentants, du ministère de la Santé ou dans les autres branches de l'exécutif.

LA BANDE-ANNONCE DE NOTRE FUTUR ?

Ce qui vient redoubler le sentiment de crise, c'est le fait que la pandémie requiert une nouvelle forme de solidarité à travers la distanciation sociale. C'est une solidarité entre les générations, entre les jeunes et les vieux, entre quelqu'un qui ne sait pas qu'il peut être malade et quelqu'un qui pourrait mourir de ce que le premier ne sait pas, une solidarité entre quelqu'un qui a peut-être

perdu son travail et quelqu'un qui pourrait perdre la vie.

Je suis confinée depuis plusieurs semaines maintenant et l'amour dont mes enfants m'ont couverte a consisté à me laisser seule. Cette solidarité exige l'isolement et fragmente le corps social en ses plus petites unités possible, ce qui complique nos organisations, nos rencontres, nos communications - au-delà des innombrables plaisanteries et vidéos échangées sur les réseaux sociaux.

Nous faisons aujourd'hui l'expérience d'une sociabilité de substitution : l'usage d'Internet a plus que doublé ; les réseaux sociaux sont devenus les nouveaux salons ; le nombre de blagues Corona circulant sur les réseaux sociaux à travers les continents est sans précédent ; la consommation de Netflix et de Prime Video a littéralement

explosé ; les étudiants du monde entier suivent désormais des cours virtuels à travers « Zoom » - des salles de classe collaboratives. En résumé, cette maladie, qui nous oblige à revoir de fond en comble toutes les catégories connues de la sociabilité et du soin, est aussi la grande fête de la technologie virtuelle. Je suis persuadée que dans le monde post-Corona, la vie virtuelle longue distance aura conquis une nouvelle autonomie - maintenant que nous avons été contraints de découvrir son potentiel.

Nous sortirons de cette crise, grâce au travail héroïque des médecins et des infirmières et à la résilience des citoyens. De nombreux pays en sortent déjà. Le défi consistera à gérer l'après-pandémie, en tirant les bonnes conclusions : l'Etat, encore une fois, s'est avéré la seule entité capable de faire face à des crises à si grande

D-19 test

échelle. L'imposture du néolibéralisme est désormais exposée, et doit être dénoncée haut et fort. L'époque où tout acteur économique n'était là que pour « s'en mettre plein les poches » doit finir une bonne fois pour toutes. L'intérêt public doit redevenir la priorité des politiques publiques. Et les entreprises doivent contribuer à ce bien public, si elles veulent que le marché demeure un cadre possible pour les activités humaines.

Cette pandémie est comme une bande-annonce de cinéma qui nous donne un preview, un avant-goût de ce qui peut nous arriver si des virus bien plus dangereux font leur apparition et si le changement climatique rend le monde invivable. Dans des cas pareils, il n'y aura ni intérêt privé ni intérêt public à défendre. Contrairement à ceux qui prédisent une résurgence du nationalisme et un retour des frontières, je crois que

seule une réponse internationale coordonnée peut aider à affronter ces risques et périls inédits. Le monde est irrévocablement interdépendant et seule une contribution de ce genre peut nous permettre de faire face à la prochaine crise. Nous aurons besoin d'une coordination et d'une coopération internationales d'un type nouveau, afin d'empêcher de futures retombées zoonotiques, pour étudier les maladies, pour innover dans les domaines de l'équipement médical et de la recherche, et plus que tout, il faudra réinvestir les richesses considérables amassées par les entités privées dans les biens communs. Telle sera la condition pour avoir un monde.

Article d'Eva Illouz, sociologue franco-israélienne, considérée comme l'une des plus importantes figures de la pensée mondiale. Directrice d'études à l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes

en Sciences Sociales) à Paris et professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, elle étudie le développement du capitalisme sous l'angle des subjectivités. Elle a récemment publié « Happycratie » (2018), « Les Marchandises émotionnelles » (Premier Parallèle, 2019) et, en février 2020, « La Fin de l'amour », aux éditions du Seuil.

EVA ILLOUZ.



CITOYENNETÉ - LES RÉACTIONS D'UN CITOYEN... PRESQUE COMME LES AUTRES



" Comment ce pays si riche... ".

Propos d'un citoyen total, qui ne fait pas que s'indigner, mais veut apprendre pour comprendre, comprendre pour juger, juger pour proposer, avec un seul objectif : ne pas en rester là. Afin que le monde d'après ne soit pas celui des idées d'avant qui ont concouru à cette perte que la pandémie fait ressentir à chacun de nous, bien sûr à des degrés divers, jusque dans son intimité confinée.

Traversé par le flot incessant des commentaires, désorienté par l'addition d'analyses souvent contradictoires, j'ai tenté de réfléchir à la question la plus banale : mais comment avons-nous pu en arriver là ? À cette situation inédite, littéralement stupéfiante.

Spécialiste en rien, intéressé par tout, il m'a paru pourtant utile de contribuer en faisant entendre une voix simplement citoyenne. Suis-je légitime pour interpeller nos dirigeants, tous professionnels de la chose publique, tous diplômés des meilleures écoles ? Pas plus qu'un autre sans doute, mais pas moins non plus, ayant pris soin de consulter nombre d'avis autorisés, notamment dans le domaine de la santé, où André Grimaldi [professeur émérite de diabétologie au CHU de la Pitié-Salpêtrière - ndlr] m'a apporté son éclairage.

Comment ce pays si riche, la France, sixième économie du monde, a-t-il pu désosser ses hôpitaux jusqu'à devoir, pour éviter l'engorgement des services de réanimation, se résigner à se voir acculé à cette seule solution, utile certes, mais moyenâgeuse, le confinement ? Nous qui, au

début des années 2000 encore, pouvions-nous nous enorgueillir d'avoir le meilleur système de santé du monde ?

I C'ÉTAIT AVANT

Avant que s'impose la folle idée que la santé devait être rentable, puisque tout désormais devait être marchandise, jusqu'à la vie des hommes, un espoir s'était pourtant levé avec le nouveau chef de l'État Emmanuel Macron, et son programme promettant un « investissement massif dans le système de santé ». Hélas, l'élection acquise, il préféra poursuivre l'action de ses prédécesseurs. S'il n'est donc que le dernier avatar d'une même politique, il porte pourtant une responsabilité particulière, pour avoir ignoré tous les signaux d'alerte.



DOUZE MOIS DE GRÈVE DES URGENCES ? LES PATIENTS PATIENTERONT

1 200 chefs de service démissionnent de leurs fonctions administratives ? Moins de paperasse.

Présence massive des soignants dans toutes les manifestations ? Sortez les LBD [1] et les grenades de désencerclement...

Au-delà de la santé, c'est l'ensemble du secteur public qui subit depuis des décennies les coups de boutoir des présidents qui se succèdent avec toujours la même obsession : réduire la place de l'État dans l'économie. La recette est simple : privations pour ce qui coûte (l'éducation, la justice, la police, l'armée, la santé...) et privatisations pour ce qui rapporte.

Tandis que les budgets des ministères régaliens sont comprimés et les salaires de leurs fonctionnaires bloqués, la grande braderie est ouverte. Villepin solde les autoroutes, Nicolas Sarkozy fait absorber Gaz de France par un groupe privé, Suez, et enfin François Hollande, sous la férule de Macron, démembre Alstom pour le plus grand profit de l'Américain, General Electric.

Avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, la fête continue. Deux entreprises publiques, la Française des Jeux (FDJ) et Aéroports de Paris (AdP), sont très rentables ? Vendez-les !

Pour comprendre l'attachement aveugle de notre président à cette ligne idéologique, il est nécessaire de revenir sur trois années d'exercice de son pouvoir, que notre Constitution a voulu absolu.

I QU'EN RETENIR ?

Dès les premiers jours, une évidence : le goût du nouveau président pour la pompe et les rites de la monarchie, se mettant régulièrement en scène dans les décors de la royauté ; ainsi a-t-il choisi le palais du Louvre pour son intronisation, marchant seul devant la pyramide, le château de Versailles pour recevoir Vladimir Poutine, l'empereur du Japon ou 150 millionnaires high-tech et, enfin, celui de Chambord pour célébrer son 40^e anniversaire.

Une prédilection annoncée par des déclarations antérieures - en 2015, il affirmait déjà : « Dans la politique française, l'absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort » - et confirmée jusque dans son programme, qui prévoyait de rétablir

LES GILETS JAUNES MANIFESTENT SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES.

les chasses présidentielles. Ce qui n'a rien d'un détail.

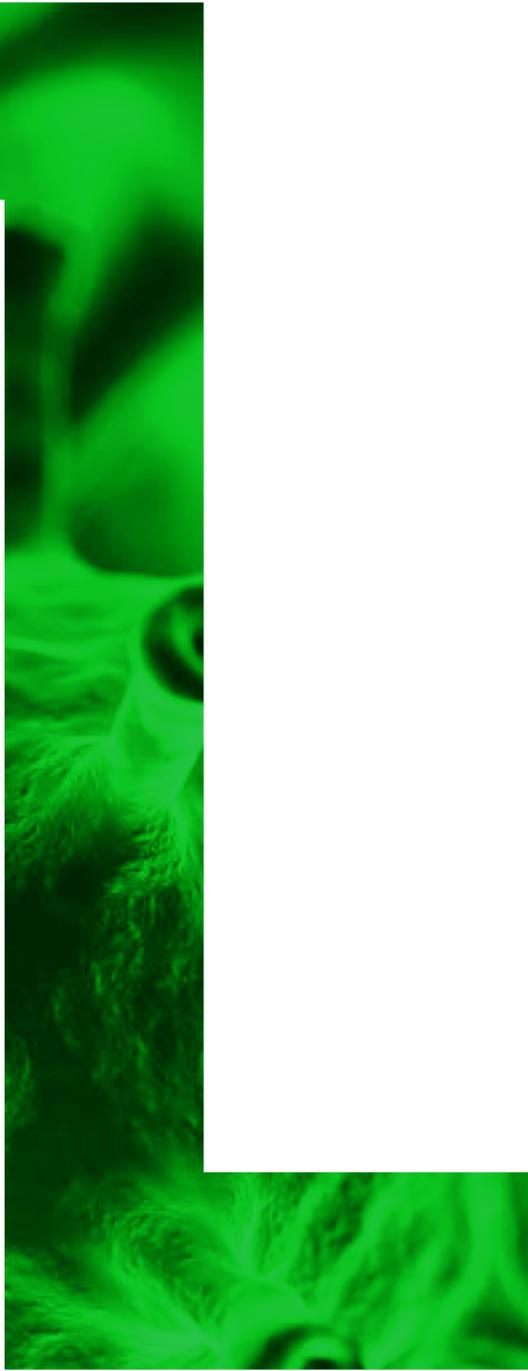
L'ego comblé, le jeune homme allait pouvoir s'attaquer à son grand œuvre : bâtir cette « start-up nation » où les « premiers de cordée » allaient tirer vers les cimes ces « Gaulois réfractaires ». Au pas de charge : suppression de l'ISF [2] et allègement de l'impôt sur les profits financiers pour les uns, réformes restrictives du droit du travail ou des allocations chômage et baisse des APL pour les autres. Cinq euros en moins sur les APL [3] ! Mais qu'est-ce qui peut bien passer par la tête d'un dirigeant pour accoucher d'une aussi mauvaise idée ? La brume des sommets obscurcit-elle le jugement au point de lui faire oublier le poids des symboles ? C'était donc ça le « en même temps » macronien, des offrandes pour ceux qui n'ont besoin de rien, des sacrifices pour ceux qui ont besoin de tout ?



Mais c'est le premier été du quinquennat, et tout semble encore permis au conquérant de l'Élysée. Malgré quelques protestations, le nouveau monde impose ses lois grâce au soutien de sa majorité obéissante et reconnaissante.

Premier grain de sable à l'été 2018, l'affaire Benalla [4] et son traitement rocambolesque, qui jette une lumière crue sur la conception et les pratiques du pouvoir.

Avec l'automne, un vent se lève, une révolte inattendue et pourtant évidente : des femmes et des hommes en jaune envahissent les ronds-points et les Champs-Élysées, naturellement accompagnés par une très faible minorité qui prétend le port de la chasuble pour casser plutôt que pour revendiquer, une revendication légitime qui emporte l'adhésion de l'opinion, contraignant le gouvernement à un repli tactique : 10 milliards jetés à la hâte pour tenter d'éteindre la colère sociale.



Trop tard. Les sacrifiés de la mondialisation ultralibérale veulent plus. Plus de moyens, certes, mais aussi plus de pouvoirs, notamment celui de contrôler ceux dont la mission est de les représenter.

Après la carotte, vient le temps du bâton. Une répression brutale, policière, avec mains arrachées et manifestants éborgnés, mais aussi judiciaire, avec une distribution massive de condamnations fermes. Pendant que les pouvoirs exécutif et judiciaire répriment, les législateurs ferraillent pour imposer une réforme des retraites dont une majorité des Français ne veut pas.

Occupés à bâtir leur nouveau monde, les responsables n'accordent qu'une attention distraite à un virus agressif qui, parti de Chine, va très vite ravager la planète et envahir la totalité de l'es-

pace politique, donnant à nos gouvernants l'occasion de montrer l'étendue de leur compétence.

Dans les hôpitaux, la situation est dramatique. On manque de tout, de masques, de gel, de tests, de respirateurs, de lits et de personnels en réanimation. Le 29 février, après que la Covid-19 a fait ses premières victimes en France, Édouard Philippe convoque un conseil des ministres extraordinaire consacré au virus. Une grande décision en ressort : utiliser le 49-3 [5] pour faire adopter la réforme des retraites !

Alors que l'épidémie progresse, se faisant pandémie, le pouvoir s'affole, s'agite comme un poulet sans tête. Sur quoi s'interroge l'exécutif aux premiers jours de mars ? Mais sur le maintien des municipales, bien sûr ! La veille du premier tour, le Premier ministre joue les contorsionnistes, invitant

les Français à rester chez eux, mais, en même temps, à aller voter. Chapeau l'artiste !

Pendant que nos voisins allemands se mettent en ordre de bataille, le gouvernement français peaufine sa communication.

UNE SEULE STRATÉGIE, MENTIR

Relayant le discours présidentiel, l'équipe gouvernementale multiplie les déclarations absurdes et contradictoires. Ainsi affirme-t-on successivement qu'il ne s'agit que d'une « grippette », que l'épidémie, comme le nuage de Tchernobyl, ne touchera pas la France - alors même qu'à notre frontière sud, l'Italie est frappée -, puis qu'elle est « sous contrôle », avant de devoir avouer la gravité de la situation.

Sur la question cruciale des masques de protection, la parole officielle est schizophrène : aux premiers temps, leur utilité est affirmée. D'ailleurs, il y en a des millions en stock, prêts à être distribués à la population en cas de besoin. La menace virale se précisant, les masques sont soudain déclarés inutiles, voire dangereux puisqu'on ne sait pas s'en servir. Ce qui est fort opportun, puisque les stocks se sont volatilisés.

Pschitt...

I PLUS DE MASQUES

Pas même de quoi équiper tous les soignants qui doivent monter au front armés de leur seul courage. Bon, d'accord, pas de masques, mais ils arrivent. Quand ? Mais demain, bien sûr ! Hélas, les jours et les semaines passent, la pénurie persiste. Ignorés, méprisés et ma-

traqués quelques semaines plus tôt, les soignants sont désormais portés aux nues.

Pour le commun des Français, le confinement est la règle, chômage technique pour les uns, télétravail pour les autres. Tous les Français ? Non. Pour les caissières, les livreurs, les éboueurs, les policiers ou les pompiers, l'activité doit se poursuivre, quels que soient les périls. Eux qui formaient le gros des bataillons en gilet jaune, naguère vilipendés, sont désormais officiellement essentiels. Exit les premiers de cordée, place aux premiers de corvée.

Le 23 avril, dans une adresse solennelle à la nation, le président Macron annonce enfin le déconfinement pour le 11 mai. Pourquoi le 11 plutôt que le 5 ? Pourquoi mai plutôt que juin ? Parce que.

Deux semaines plus tard, le Premier ministre en dévoile les conditions.

Réouverture des crèches et des écoles primaires. Curieux puisqu'elles avaient été les premières à être fermées, avant même le début du confinement, au motif qu'elles étaient un lieu hautement favorable à la propagation du virus... Évidemment économique - il s'agit bien sûr de libérer les parents de l'obligation de garder leurs jeunes enfants, pour leur permettre de reprendre le travail -, la véritable raison de ce choix sera passée sous silence, voire niée, alors même qu'elle est audible : vouloir éviter l'effondrement total de l'activité et son cortège de drames est après tout une motivation hautement respectable.

Empêtré dans ses mensonges et ses omissions, le pouvoir tergiverse. Très vite, le discours s'inflé-

chit : l'obligation de retourner en classe ne s'appliquera pas systématiquement. Les maires, les préfets pourront décider, ou non, de s'y conformer.

Mieux, les parents seront libres de garder leurs enfants à la maison. Dans les milieux favorisés, on n'hésitera guère. Mais dans les milieux plus modestes, le dilemme est cornélien. Alors que le chômage enfle, dois-je exposer mon enfant au risque de tomber malade, ou accepter l'éventualité de perdre mon emploi ? Et si les parents sont d'avis contraires, le couple pourra-t-il résister, notamment si les choses tournent mal ? Questions sans réponses...

Une bonne nouvelle, pourtant : les masques arrivent. Des masques en tissu, lavables et réutilisables. Efficaces ? « Oui, dit le Pr Grimaldi, contre la transmission du virus. Mais comme ils n'empêchent pas le porteur d'être infecté lui-même, la mesure ne vaut que si elle s'impose à tous, dans l'espace public au moins ». Prisonnier de son discours récent, le gouvernement ne peut se résoudre à rendre obligatoires partout ces masques qu'hier encore il déclarait inutiles. « Pourtant, ajoute le Pr Grimaldi, on a le droit de se tromper, mais le devoir de reconnaître ses erreurs ».

Au rythme où s'enchaînent les événements, ce droit à l'erreur



pourrait bien m'être utile, mes propos risquant de devenir rapidement caducs, tant les stratégies gouvernementales oscillent, sinon à la vitesse de la lumière, au moins à celle où se propage le virus.

En termes de gestion et de communication de crise, je ne sais pas qui aurait pu faire mieux, mais je ne vois pas qui aurait pu faire pire.

En mettant au jour ses insuffisances, cette crise pourrait-elle être l'occasion d'une refonte radicale de notre démocratie ? Dans un discours célèbre, Churchill affirmait que c'était là « le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres ». Mais, ajoutait-il aussitôt, « la démocratie n'est pas un lieu où on obtient un mandat déterminé sur des promesses, puis où on en fait ce qu'on veut ».

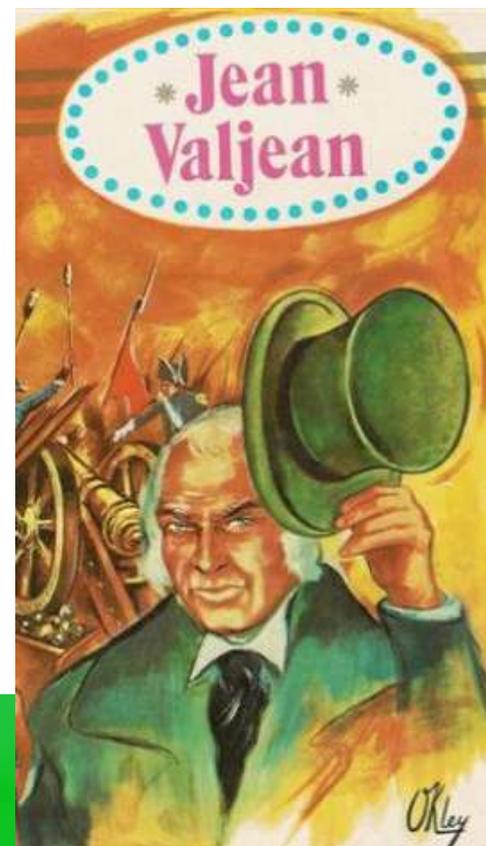
SI L'ON S'ACCORDE POUR NE PAS CHANGER LE SYSTÈME, ALORS IL FAUT CHANGER LE SYSTÈME

Mais l'urgence est ailleurs. Déjà insupportables, les inégalités ont explosé avec la pandémie. Confinés dans des logements exigus ou contraints d'affronter les périls, les plus fragiles vivent des jours terriblement difficiles. Et leurs lendemains ne chantent pas. Après la crise sanitaire, ils seront sûrement les premières victimes de l'inévitable catastrophe économique et sociale.

I QUE FAIRE ?

L'État ne pouvant pas tout, il me paraît impératif d'innover. Comment ? En demandant aux plus grosses fortunes une solidarité en-

vers les plus démunis. Cette idée, juste et légitime, pourrait prendre la forme d'une contribution exceptionnelle, baptisée « Jean Valjean », conçue comme une forme d'assistance à personnes en danger, financée par les patrimoines français de plus de 10 millions d'euros, sans acrobaties, à travers une taxe progressive de 1 % à 5 %, avec une franchise pour les premiers 10 millions d'euros.



JEAN VALJEAN, HÉROS DES MISÉRABLES,
ROMAN EMBLÉMATIQUE DE VICTOR HUGO.

À période exceptionnelle, contribution exceptionnelle. Même si j'applaudirais évidemment tout amendement visant à pérenniser cet effort de réduction des inégalités. Après tout, une fois peut devenir coutume.

D'après les économistes que j'ai pris soin de consulter, cette contribution devrait représenter environ 36 à 37 milliards d'euros, qui seront distribués aux quelque 21,4 millions de foyers trop pauvres pour être assujettis à l'impôt sur le revenu.

Compte tenu de l'urgence, l'État assurerait la trésorerie et abonderait marginalement la collecte, leur distribuant sans délai et sans prélèvement, la somme de 2 000 €, à charge pour lui de recouvrer ultérieurement le produit de la contribution « Jean Valjean ».

Même si je ne doute pas un instant que les plus riches de nos concitoyens se réjouiront de l'occasion ainsi offerte de montrer leur patriotisme et leur générosité, il me paraît prudent que les législateurs mettent en place des sanctions suffisamment dissuasives pour décourager les improbables mauvaises volontés. Je pense ici, surtout, à nos compatriotes domiciliés fiscalement à l'étranger, évidemment conviés à manifester leur solidarité.

Mon rôle n'est évidemment pas d'entrer dans le détail de ces sanctions. Je voudrais néanmoins en proposer une, essentiellement symbolique – car je crois, moi, à la force du symbole : alléger les réfractaires de leurs pesantes décorations (Ordre du mérite ou Légion d'honneur, par exemple) pour leur permettre de gambader librement dans les couloirs des hôpitaux étrangers, voire français, où ils

seraient évidemment les bienvenus après avoir refusé de financer notre système de santé national et plus généralement notre service public. En un mot, leur pays.

Bien sûr, je sais que ces précautions seront sans nul doute inutiles, tous ces privilégiés étant bien conscients de ce qu'ils doivent au pays qui les a formés et souvent enrichis. Mais la confiance n'excluant pas la prudence, de telles dispositions ne sauraient nuire.

Après cette mesure d'urgence, il sera temps de nous pencher sur les moyens de réparer notre démocratie. Comment ? On pourra s'étonner que je me pose la question et plus encore que j'essaie d'y répondre. Alors, sans prétendre détenir des solutions – j'ai gardé le sens du ridicule –, je me risque à évoquer quelques pistes de réflexion.

Instituer des contre-pouvoirs. La Constitution de la V^e République avait été taillée sur mesure pour le général de Gaulle. Un costume bien trop grand pour ses récents successeurs. D'autant que, depuis l'instauration du quinquennat, le président dispose toujours, et pendant toute la durée de son mandat, d'une franche majorité au Parlement. Élu en même temps que lui, grâce à lui et sur son programme, l'Assemblée nationale a logiquement la même couleur que l'Élysée et le législatif n'a donc pas vocation à s'opposer à l'exécutif.

Quant au pouvoir judiciaire, son indépendance n'est que théorique, tant il est simple de le contrôler par le jeu des nominations et des promotions. Depuis Montesquieu, qui a théorisé la séparation des pouvoirs (il n'en connaissait

que trois, lui), un quatrième s'est imposé : la presse. Problème : neuf milliardaires en possèdent l'immense majorité, on ne s'étonnera donc pas que l'intérêt des puissants soit ménagé dans le traitement de l'information. Impuissante politiquement, la contestation s'exprime là où elle le peut encore, dans la rue et dans les sondages d'opinion.



CHARLES-LOUIS DE SECONDAT,
BARON DE LA BREDE ET DE MONTESQUIEU (1689-1755).

Responsabiliser les élus. Les élus devront être comptables de leur action devant le peuple dont ils ont obtenu la confiance. Une élection, c'est quoi ? C'est l'histoire d'un mec qui arrive et qui dit : « Faites-moi confiance, voilà ce que je vais faire », et qui, une fois élu, ne le fait pas. À la place, il fait autre chose ou rien. Eh bien non, ça ne peut plus marcher comme ça. En cas de défaillance, il est nécessaire qu'ils puissent être démis de leurs fonctions, démocratiquement, c'est-à-dire si une fraction de citoyens le propose et si une majorité d'électeurs l'exige.

Insistons : cette mesure doit s'appliquer à tous les élus, jusqu'au président de la République, qui, en France, ne peut être démis par personne en cours de mandat, ni même être jugé depuis la scandaleuse décision

du Conseil constitutionnel sous la présidence du douteux Roland Dumas [6].

Sanctionner sévèrement les dérives, pour interdire l'alliance mortifère entre les copains et les coquins. Depuis des décennies, aucun élu, même le plus corrompu, ne craint les rigueurs de la loi. Il y a à cela une excellente raison : la prison, c'est pour les autres. Eux pourront toujours solliciter les meilleurs avocats et multiplier les procédures des décennies durant, jusqu'au moment où les juger n'aura plus aucun sens.

D'où une proposition en trois points :

- Rendre passible de longues années de prison ferme tout acte de corruption avérée d'un élu. Parce qu'elle menace dangereusement la démocratie, en décourageant le vote notamment, la corruption

politique me paraît un crime plus grave qu'un braquage de banque. Excessif ? Je ne pense pas. Enfant, je me souviens que, sur les billets de banque, il était inscrit que « la fabrication de fausse monnaie [était] passible des travaux forcés à perpétuité ». Pas une goutte de sang versée, pourtant, mais une atteinte criminelle au bien commun.

- Définir des couloirs judiciaires dédiés, pour éviter qu'on ne juge que des cadavres. L'ensemble des procédures, appel et cassation compris, devra être bouclé dans les 12 mois suivant l'ouverture de l'instruction.

- Augmenter fortement la rémunération des hommes et des femmes qui choisiront de servir la collectivité avec compétence, zèle et intégrité. Pourquoi ? Pour avoir les meilleurs. Pour leur éviter la tentation. Et pour rendre inexcusable qu'ils y cèdent.

Constitutionnelles, électorales ou judiciaires, ces propositions de réforme peuvent apparaître éloignées des préoccupations immédiates, en ces temps troublés surtout.

Je les crois pourtant essentielles. Même si elles ne résolvent pas l'ensemble des problèmes auxquels notre époque est confrontée, elles m'apparaissent nécessaires pour rétablir l'indispensable confiance du peuple en ses représentants, enfin comptables de leurs promesses comme de leur action, et responsables de leurs erreurs.

Article de Vincent Lindon, in Mediapart, le 8 mai 2020.

I NOTES

[1] « Lanceur de balles de défense » (LBD) est un terme de l'administration française désignant une « arme sublétale » utilisant un projectile conçu pour se déformer/s'écraser à l'impact et limiter le risque de pénétration dans un corps vivant, mais avec une puissance d'arrêt suffisante pour dissuader ou arrêter un individu.

[2] L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est l'ancien impôt sur la fortune français payé par les personnes physiques et les couples détenant un patrimoine net taxable strictement supérieur¹ à un certain seuil d'entrée au 1er janvier de l'année considérée. Il est créé en 1989, et remplacé le 1er janvier 2018 par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI).

[3] Les aides personnelles au logement (APL au sens large) sont des prestations sociales françaises qui visent à permettre aux ménages à faible revenu d'accéder à un logement ou de s'y maintenir, qu'ils soient locataires ou accédants à la propriété.

[4] Les affaires Benalla sont des affaires judiciaires et politico-médiatiques françaises mettant en cause Alexandre Benalla, chargé de mission, coordinateur de différents services lors des déplacements officiels et privés du président de la République, Emmanuel Macron. Il est accusé d'avoir usurpé la fonction de policier, d'être en possession illégalement de plusieurs passeports diplomatiques ou encore d'avoir noué des relations d'affaires avec des oligarques russes, soupçonnés d'entretenir des liens avec le crime organisé.

[5] L'article 49, alinéa 3, de la Constitution française est une mesure d'exception qui permet de faire adopter une loi sans passer par le vote du Parlement.

[6] Roland Dumas, un proche de François Mitterrand, a été ministre des Relations extérieures de 1984 à 1986, des Affaires étrangères de 1988 à 1993 puis président du Conseil constitutionnel de 1995 à 2000. À partir de 1997, il est cité dans les affaires Elf et des frégates de Taiwan, pour ce qui devient l'affaire Elf, autour du rôle d'intermédiaire joué par sa maîtresse Christine Deviers-Joncour et est également poursuivi pour complicité d'abus de confiance, dans le cadre de la succession du sculpteur Alberto Giacometti.

**ENSEIGNEMENT -
LE DÉCONFINEMENT :
FAUT-IL REMETTRE SES
ENFANTS À L'ÉCOLE ?**



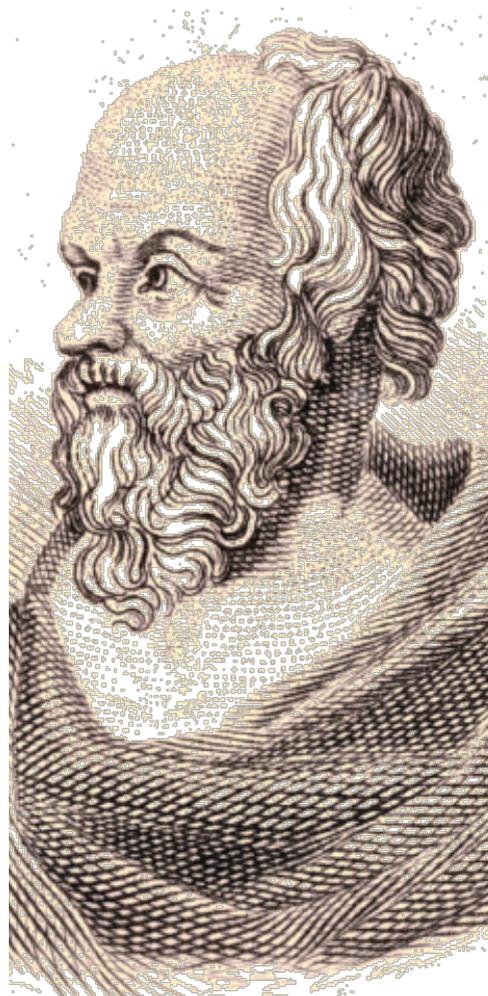
BRUNO VAN HUMBEECK, PSYCHOPÉDAGOGUE, CHERCHEUR EN PÉDAGOGIE FAMILIALE ET SCOLAIRE À L'UNIVERSITÉ DE MONS

Les trois tamis de Socrate...

Faut-il mettre son enfant à l'école ?

À l'heure des pédagogies douces, écoutons Socrate...

Ne pas obliger, ne pas s'obliger... le mot d'ordre est clair : laissez chacun agir en fonction de ce qui semble juste, bon et utile à soi et au sien. C'est une des leçons que nous avons prises de Socrate quand il nous propose de toujours passer par le filtre des trois « tamis » les motifs qui nous amènent à dire ou à faire ce que nous nous apprêtons à mettre en oeuvre chaque fois que nous envisageons de faire quelque chose de significatif...



**SOCRATE, PHILOSOPHE GREC
DU V^E SIÈCLE AV. J-C,
AUTEUR DE « JE SAIS QUE JE NE SAIS RIEN... ».**

Mettre ou ne pas mettre son enfant à l'école ? La question est d'autant plus importante qu'elle suppose une prise de décision qui met en jeu ce que nous avons de plus précieux. Chercher à y répondre en toute conscience vaut bien de prendre le temps d'utiliser nos trois tamis. Ce treillage fonctionne en réalité comme autant de filtres qui permettent à chacun de s'interroger en toute liberté. Bien utilisé, un tel épurateur d'idées nous invite d'une part à ne pas nous faire violence et d'autre part à ne pas imposer cette violence à ceux dont le tamisage donnerait des résultats différents...

Un outil de questionnement qui permet de se montrer doux par rapport à soi et tolérant par rapport aux autres ne me semble pas inutile alors même que nous traversons une période au cours de laquelle beaucoup d'opinions prennent des airs de jugement et



pendant laquelle la somme des contraintes qui pèsent sur chacun d'entre nous risque parfois de nous donner l'impression de ne plus être en mesure de penser librement parce que nos réflexions, confinées elles aussi, se laisseraient trop facilement contaminer par ce qu'en pensent les autres.

D'abord le premier filtre donc, celui de la justesse et, plus précisément pour ce qui nous occupe, celui de la vérité. Au nom de quelles vérités suis-je en mesure de prendre la décision de remettre, ou pas, mon enfant à l'école ? Que faut-il penser quand tout se mêle à son contraire et que l'on ne se sait plus à quel expert se vouer ? Quel avis faut-il suivre dans une telle cacophonie ? Au nom de quelle vérité agir dans un tel vacarme ?... Et bien, puisque la vérité semble prendre des visages multiples, puisqu'elle paraît parfois avancer au jour le

jour en fonction de ce que nous apprend une pandémie inédite causée par un virus mal connu, autant se forger la sienne, le plus consciencieusement possible. Il faudra alors agir au nom de celle-là, inévitablement relative en ces temps incertains, celle que l'on s'est construite en écoutant ce qui nous est dit, pas forcément ce qui est échangé sur les réseaux sociaux, et en lisant ce qui nous est proposé, notamment dans la presse plus spécialisée, à la seule fin de chercher à comprendre et analyser, en toute honnêteté, ce qui nous est donné à connaître de façon à se construire, le plus lucidement possible, une opinion.

Et, dans un souci de tolérance, il faudra évidemment nécessairement se convaincre que cette opinion ne sera jamais en définitive, pour chacun, que sa propre vérité, c'est-à-dire celle qu'il n'est pas question de se voir imposer mais

qu'il n'est pas question non plus d'imposer aux autres.

Celui qui, au-delà de ce premier tamis, adhère à l'idée qu'il est suffisamment sécurisant de confier son enfant à une institution qui s'est donnée les moyens de faire respecter les mesures préventives, celui-là passera au deuxième tamis et il ne sera question ni de le juger ni encore moins de le critiquer pour cela. Celui qui, au contraire, se sera construit une opinion qui l'invite à penser que le risque demeure, quelles que soient les bonnes intentions des uns et des autres, trop présent parce que la sécurisation d'une institution comme l'école n'est, à ses yeux, sur le plan sanitaire tout simplement pas possible, et celui qui s'est, après s'être construit cette conviction, persuadé qu'il vaut mieux pour cela garder son enfant à la maison... Et bien, s'il en a l'opportunité, qu'il le fasse

! Sans s'exposer pour autant, lui non plus, au risque d'être jugé ou critiqué ni par les autres parents, ni par les enseignants qui, ils le savent tous depuis qu'ils ont reçu la circulaire de la FWB, feront le maximum pour qu'aucun élève ne soit, qu'il soit ou non présent à l'école, pénalisé dans la suite son parcours d'apprentissage...

Pour ceux qui parviennent au **deuxième tamis**, il sera alors temps de se poser la question de savoir s'il est bon pour l'enfant qu'il retourne à l'école. Là aussi, la réponse va inévitablement varier pour chacun. L'enfant a-t-il envie de retourner à l'école ? En a-t-il besoin ? Cela vous paraît-il bien pour lui ? Cela vous semble-t-il positif pour son développement ? Si la réponse est oui, soit pour des raisons de retour à des apprentissages qui, pour votre enfant, se réaliseraient plus confortablement en contexte scolaire, soit, et

d'après ce que j'en sais, c'est ce qui passe aux yeux de beaucoup d'enfants comme le plus urgent, parce qu'il éprouve le besoin de contacts sociaux en dehors de son espace familial et que l'idée de revoir ses copains de classe (ou, plus probablement une partie d'entre eux...) a pour lui beaucoup d'importance... la question du troisième tamis peut alors commencer à se poser... Si la réponse est négative parce que ni votre enfant, ni vous-même, ne parvenez à trouver du sens à un retour à l'école qui ne répondrait, chez lui, à aucune envie et à aucun besoin... prenez contact avec l'école pour assurer les conditions d'une bonne continuité pédagogique avant de garder tranquillement votre enfant à la maison sans jamais vous sentir, ni vous ni votre enfant, culpabilisé pour quoi que ce soit, ostracisé en quoi que ce soit...

Restera alors le troisième filtre...

celui de l'utilité de remettre votre enfant à l'école. Là aussi, soyez votre seul maître dans la réponse que vous pourrez donner à votre propre questionnement. Si vous estimez que ces treize jours d'ouverture de l'école revêtent pour votre enfant une véritable utilité parce qu'il en profitera pour poser des questions à son enseignant, faire un bilan de ses connaissances et pour échanger avec d'autres élèves de sa classe, personne ne devra songer à essayer de vous donner tort. Et si vous pensez le contraire, et bien, même chose, il ne sera pas question d'essayer de vous convaincre que vous pouvez vous tromper tout simplement parce que, pour autant que vous vous donniez les moyens de maintenir le contact avec l'école, ce ne sera assurément pas le cas. Dans les deux cas, que vous décidiez de le mettre à l'école où pas, vous aurez en défi-

nitive raison parce que vous aurez vos raisons de le faire...

Voilà... un tamis... comme une première proposition pour poser ensemble le premier pas des pédagogies douces, celles qui n'imposent rien brutalement mais se proposent délicatement en laissant à chacun l'opportunité de faire passer par un triple filtre le bien-fondé de la décision qu'il s'apprête à prendre sans craindre, à aucun moment de sa prise de décision, de se voir critiqué par qui que ce soit ou de voir son enfant pénalisé, d'une manière ou d'une autre, dans les apprentissages qu'il lui reste à réaliser.

Dans une société agressée par cette pandémie décidément difficile à maîtriser, il est plus que jamais urgent que la pédagogie qui n'a pour vocation ni de guérir quoi que ce soit, ni d'afficher, d'une façon ou d'une autre, le

prestige d'une nation ni de participer d'une quelconque manière à la relance économique, se fasse la plus douce possible en tentant de se frayer un chemin dans la vie des familles sans bousculer qui-conque et en laissant chacun libre de choisir ce qui lui semble juste, bon et utile pour lui-même comme pour les siens...

Bruno Van Humbeeck, psychopédagogue, chercheur en pédagogie familiale et scolaire à l'Université de Mons.



PHILOSOPHIE - LES RÉFLEXIONS D'UN SAGE



EDGAR MORIN, SOCIOLOGUE, MÉDIOLOGUE ET PHILOSOPHE FRANÇAIS

Quasi-centenaire, le sociologue, éternel optimiste, envisage le confinement comme une occasion inespérée de régénérer la notion même d'humanisme, mais aussi pour chacun d'opérer un tri entre l'important et le frivole.

Confiné, il dit s'être senti « projeté psychiquement dans une communication et une communion permanentes » avec le monde auquel il reste virtuellement connecté. Lui qui a toujours vécu pleinement, dont le siècle d'existence est fait de déplacements perpétuels et d'engagements politiques et intellectuels. Né en 1921, Edgar Morin, sociologue, philosophe, « humanologue », dit-il, écrivain mondialement connu, penseur de la « complexité » à l'œuvre abondante et englobante (la Méthode est son œuvre majeure), a vécu la Résistance, traversé le XX^e siècle entre

émervaillement et révolte. Il revient sur ces deux folles semaines qui ont vu le monde entier touché par la propagation du coronavirus, puis basculer dans l'enfermement généralisé. Le directeur de recherche

émérite au CNRS, nonagénaire quasi-centenaire à l'optimisme inébranlable et au regard lumineux, voit dans ce moment d'arrêt planétaire l'opportunité d'une « crise existentielle salutaire ».



LE NONAGÉNAIRE EDGAR MORIN.

INTERVIEW DE SIMON BLIN DANS LIBÉRATION DU 28 MARS 2020

Q : Comment vivez-vous ce moment inédit et grave ?

R : Nous subissons un confinement physique mais nous disposons des moyens de communiquer en paroles qui nous mettent en communication avec autrui et avec le monde. Au stade actuel, en réaction à l'enfermement, nous nous sommes ouverts, plus attentifs et solidaires les uns aux autres. Ce sont les solitaires sans téléphone ni télé, et surtout les non-confinés, c'est-à-dire les sans-abri, si souvent oubliés du pouvoir et des médias, qui sont les victimes absolues du confinement. En ce qui me concerne, je me suis senti intensément participer, ne serait-ce que par le confinement

même, au destin national et au cataclysme planétaire. Je me suis senti projeté plus que jamais, dans l'aventure incertaine et inconnue de notre espèce. J'ai ressenti plus fortement que jamais la communauté de destin de toute l'humanité.

Q : Comment qualifieriez-vous cette crise dans l'histoire que vous avez traversée ?

R : Nous sommes actuellement soumis à une triple crise. La crise biologique d'une pandémie qui menace indistinctement nos vies et déborde les capacités hospitalières, surtout là où les politiques néolibérales n'ont cessé de les réduire. La crise économique née des mesures de restriction prises contre la pandémie et qui, ralentissant ou stoppant les activités productives, de travail, de transport, ne peut que s'aggraver si le confinement devient durable. La

crise de civilisation : nous passons brusquement d'une civilisation de la mobilité à une obligation d'immobilité. Nous vivons principalement dehors, au travail, au restaurant, au cinéma, aux réunions, aux fêtes. Nous voici contraints à la sédentarité et l'intimité. Nous consommons sous l'emprise du consumérisme, c'est-à-dire l'addiction aux produits de qualité médiocre et vertus illusives, l'incitation à l'apparemment nouveau, à la recherche du plus plutôt que du mieux. Le confinement pourrait être une opportunité de détoxification mentale et physique, qui nous permettrait de sélectionner l'important et rejeter le frivole, le superflu, l'illusoire. L'important c'est évidemment l'amour, l'amitié, la solidarité, la fraternité, l'épanouissement du Je dans un Nous. Dans ce sens, le confinement pourrait susciter une crise existentielle salutaire où nous réfléchirions sur le sens de nos vies.

Q : Face à la pandémie, c'est l'ensemble de notre système qui est ébranlé : sanitaire, politique, économique, et démocratique. Votre travail intellectuel a justement consisté à penser la complexité et la transdisciplinarité.

R : Ces crises sont interdépendantes et s'entretiennent les unes les autres. Plus l'une s'aggrave, plus elle aggrave les autres. Si l'une diminue, elle diminuera les autres. Aussi, tant que l'épidémie ne régressera pas, les restrictions seront de plus en plus sensibles et le confinement sera vécu de plus en plus comme un empêchement (de travailler, de faire du sport, d'aller aux réunions et aux spectacles, de soigner ses sciatiques ou ses dents). Plus profondément, cette crise est anthropologique : elle nous révèle la face infirme et vulnérable de la formidable puissance humaine, elle nous révèle que l'unification techno-écono-

mique du globe a créé en même temps qu'une interdépendance généralisée, une communauté de destins sans solidarité.

Q : C'est comme si le monde n'entrait plus dans nos grilles d'analyse. Les repères intellectuels aussi sont bousculés.

R : Cette polycrise devrait susciter une crise de la pensée politique et de la pensée tout court. La phagocytation du politique par l'économique, la phagocytation de l'économique par l'idéologie néolibérale, la phagocytation de l'intelligence réflexive par celle du calcul.

Tout cela empêche de concevoir les impératifs complexes qui s'imposent : ainsi combiner mondialisation (pour tout ce qui est coopératif) et démondialisation (pour sauver les territoires désertifiés, les autonomies vivrières et

sanitaires des nations) ; combiner développement (qui comporte celui, positif, de l'individualisme) et enveloppement (qui est solidarité et communauté) ; combiner croissance et décroissance (en déterminant ce qui doit croître et ce qui doit décroître). La croissance porte en elle la vitalité économique, la décroissance porte en elle le salut écologique et la dépollution généralisée. L'association de ce qui semble contradictoire est ici logiquement nécessaire.

Q : Notre capacité à « vivre ensemble » est mise à rude épreuve. Est-ce l'occasion de refonder un nouvel humanisme, de restaurer les bases d'une vie commune plus solidaire à l'échelle de la planète ?

R : Nous n'avons pas besoin d'un nouvel humanisme, nous avons besoin d'un humanisme ressourcé et régénéré. L'humanisme

a pris deux visages antinomiques en Europe. Le premier est celui de la quasi-divinisation de l'humain, voué à la maîtrise de la nature. L'autre humanisme a été formulé par Montaigne en une phrase : « Je reconnais en tout homme mon compatriote ». Il faut abandonner le premier et régénérer le second. La définition de l'humain ne peut se limiter à l'idée d'individu. L'humain se définit par trois termes aussi inséparables l'un de l'autre que ceux de la trinité : l'humain c'est à la fois un individu, une partie, un moment de l'espèce humaine, et une partie, un moment d'une société. Il est à la fois individuel, biologique, social. L'humanisme ne saurait désormais ignorer notre lien ombilical à la vie et notre lien ombilical à l'univers. Il ne saurait oublier que la nature est autant en nous que nous sommes dans la nature. Le socle intellectuel de l'humanisme régénéré est la raison sensible et

complexe. Non seulement il faut suivre l'axiome « de raison sans passion, pas de passion sans raison », mais notre raison doit toujours être sensible à tout ce qui affecte les humains.

Q : Cela supposerait une inversion des valeurs du monde dans lequel nous vivons avant le coronavirus...

R : L'humanisme régénéré puise consciemment aux sources de l'éthique, présentes dans toute société humaine, qui sont solidarité et responsabilité. La solidarité suscite la responsabilité et la responsabilité suscite la solidarité.



Ces sources demeurent présentes, mais en partie taries et asséchées dans notre civilisation sous l'effet de l'individualisme, de la domination du profit, de la bureaucratiation généralisée. L'humanisme régénéré est essentiellement un humanisme planétaire. L'humanisme antérieur ignorait l'interdépendance concrète entre tous les humains devenue communauté de destins, qu'a créée la mondialisation et qu'elle accroît sans cesse. Comme l'humanité est menacée de périls mortels (multiplication des armes nucléaires, déchaînement de fanatismes et multiplications de guerres civiles internationalisées, dégradation accélérée

de la biosphère, crises et dérèglements d'une économie dominée par une spéculation financière déchaînée), ce à quoi s'ajoute

désormais la pandémie virale qui accroît ces périls, la vie de l'espèce humaine et, inséparablement, celle de la biosphère devient une valeur prioritaire.

Q : Ce changement est fondamental ?

R : Pour que l'humanité puisse survivre, elle doit se métamorphoser. Jaspers avait dit peu après la Seconde Guerre mondiale : « Si l'humanité veut continuer à vivre, elle doit changer ». L'humanisme, à mon sens, ce n'est pas seulement la conscience de solidarité humaine, c'est aussi le sentiment d'être à l'intérieur d'une aventure inconnue et incroyable. Au sein de cette aventure inconnue chacun fait partie d'un grand être constitué de sept milliards d'humains, comme une cellule fait partie d'un corps parmi des centaines de milliards de cellules. Chacun participe à cet infini, à cet inachè-

vement, à cette réalité si fortement tissée de rêve, à cet être de douleur, de joie et d'incertitude qui est en nous comme nous sommes en lui. Chacun d'entre nous fait partie de cette aventure inouïe, au sein de l'aventure elle-même stupéfiante de l'univers. Elle porte en elle son ignorance, son inconnu, son mystère, sa folie dans sa raison, son inconscience dans sa conscience, et chacun porte en soi l'ignorance, l'inconnu, le mystère, la folie, la raison de l'aventure plus que jamais incertaine, plus que jamais terrifiante, plus que jamais exaltante.



A person wearing a light blue scarf and a dark blue jacket is holding a small, glowing globe of the Earth. The globe is held in both hands and is the central focus of the image. The background is a blurred cityscape at dusk or dawn, with warm lights visible. The overall tone is contemplative and global.

**GÉOPOLITIQUE -
APRÈS LA CRISE, QUELS
GAGNANTS ET QUELS PERDANTS ?**



À quoi le monde d'après le Covid-19 ressemblera-t-il? Quels seront les rapports de force internationaux après la crise sanitaire, commerciale, économique et politique qui frappe la plupart des pays? Quelles nations, quelles économies, quelles régions sortiront durablement affaiblies de ce moment? Quelles alliances et quels États pourraient, au contraire, tirer parti de cette épreuve pour acquérir de nouvelles positions de force?

Malgré la consternation devant l'ampleur du bilan humain à travers la planète, il est urgent d'imaginer le monde d'après.

Face à l'ampleur mondiale des défis médicaux, technologiques et économiques, certains souhaitent et promeuvent un sursaut de coopération et même un élan de solidarité dans les relations internationales.

D'autres prévoient et précipitent un retour aux souverainetés nationales garanties par un leadership fort et des frontières étanches.

La plupart des grandes crises mondiales bouleversent les rapports de force économiques, politiques et stratégiques. Elles créent une rupture (krisis) qui instaure un « avant » et un « après ». Elles opèrent bien souvent comme des accélérateurs des tendances à l'œuvre. Elles précipitent le déclin de certains acteurs, font émerger de nouvelles positions de force et refondent complètement les équilibres planétaires.

Les deux guerres mondiales du XX^e siècle ont accéléré le retrait de l'Europe et l'hégémonie des superpuissances américaine et russe. Les crises économiques de 1998 et de 2008 ont, elles, consacré la force économique et financière de la République Populaire de Chine (RPC). Il en va de même pour la crise actuelle: elle suscite d'ores et déjà des césures dans les relations internationales.

Qu'on ne s'y trompe pas: si certains conflits sont ralentis par le virus, les rapports de force, eux, continuent à évoluer, parfois d'une façon très rapide. Même si elles restent à confirmer tant elles sont évolutives, plusieurs tendances se manifestent d'ores et déjà.

L'épreuve du Covid-19 accentue en effet les différences, les écarts et les hiérarchies entre, d'une part, les États solides, ca-

pables de soutenir leurs économies tout en imposant des mesures prophylactiques fortes, et, d'autre part, ceux qui, faute de marges de manœuvre budgétaires, d'assise politique ou d'appareil administratif efficace, apparaissent comme affaiblis voire discrédités dans leur gestion de la crise.

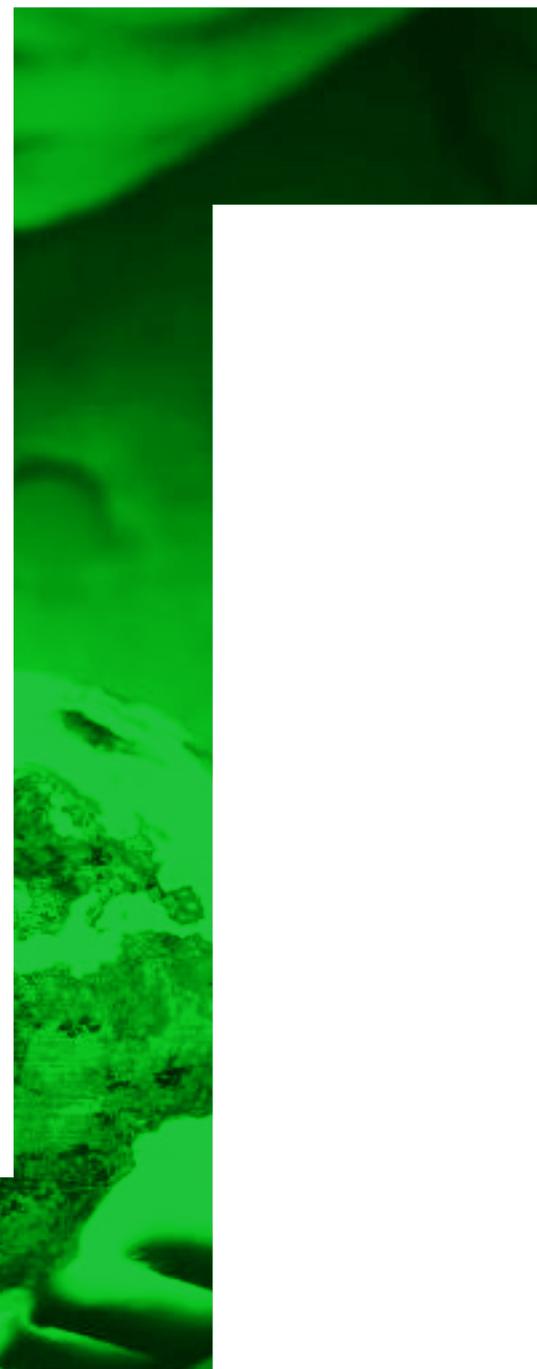
LA CHINE, DE BOUC ÉMISSAIRE À MÉDECIN DU MONDE

Au fil de la crise, le crédit international de la République de Chine a suivi une trajectoire inattendue: en quelques semaines, elle est passée du statut de fauteur de pandémie à celui de chevalier blanc des appareils de santé occidentaux. Elle a réussi à surmonter son déficit d'image pour se proposer comme modèle de gestion de crise.

Foyer initial de l'épidémie, la Chine s'est infligé à elle-même une thérapie de choc: en coupant de l'économie mondiale les provinces industrielles contaminées, celle du Hubei au premier chef, en appliquant à ses populations des mesures de confinement drastiques et en se retirant complètement des chaînes de production pendant six semaines, l'économie chinoise s'est lourdement pénalisée au début de 2020, après des performances économiques limitées en 2019.

Cela a provisoirement profité à ses rivaux régionaux qui ont immédiatement repris une partie de la charge industrielle de l'usine du monde.

Le choc économique est profond pour la Chine: la Banque mondiale vient d'annoncer que le taux de croissance de la Chine pour l'année 2020 ne serait que de 0,1%.



Les risques politiques intérieurs sont considérables car une telle interruption de la croissance continue du pays depuis trente ans ébranlera le contrat social entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et la population. Le régime actuel est assis sous la garantie d'une amélioration économique constante et massive en échange de l'obéissance politique.

Mais le rythme de la crise est tel que la position de la RPC s'est très rapidement rétablie.

Depuis deux semaines, la Chine expédie ses médecins, ses millions de masques et ses conseils scientifiques à travers la planète. Engagée dans une course de réputation avec la Corée du Sud et Singapour pour s'arroger le statut

de puissance sanitaire exemplaire, elle veut devenir le « médecin du monde », pointant au passage les lacunes réelles ou supposées des systèmes de santé étrangers.

Dans sa lutte ouverte avec l'administration Trump, l'ancien paria médical du début de 2020 devient un donneur de leçons pour une Amérique durement frappée par le virus. Loin d'apaiser les relations transpacifiques, la crise étend la rivalité sino-américaine sur d'autres plans: médical, sanitaire et politique.

Pour la Chine, le monde d'après le Covid-19 a déjà commencé: la production industrielle (mais pas la consommation intérieure) a très rapidement rebondi. Ce rebond ne suffira pas à garantir une croissance soutenue pour 2020 mais constitue un signe avant-coureur de reprise.



FOYER INITIAL DE L'ÉPIDÉMIE, LA CHINE S'EST INFLIGÉ À ELLE-MÊME UNE THÉRAPIE DE CHOC EN SE COUPANT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE. © STR/AFP

Surtout, la RPC aborde le monde d'après avec un coup d'avance: les États-Unis viennent seulement de mesurer l'ampleur du défi et ne sortiront de la crise que bien plus tard; la planète industrielle a une nouvelle fois constaté que les usines chinoises sont aujourd'hui irremplaçables.

Le monde d'après la crise sera encore plus centré sur la Chine.

L'UNION EUROPÉENNE, ENTRE CHEMIN DE CROIX ET RÉSURRECTION PASCALE

Pour l'Union européenne comme pour la Chine, la crise du Covid-19 a commencé comme un véritable chemin de croix.

Quand l'Union est devenue le deuxième foyer de la pandémie, tous les maux ordinaires de

l'Europe se sont manifestés avec une force redoublée. Épouvantée par la lourdeur des bilans italiens et espagnols, l'Europe a fait face à l'épidémie en ordre dispersé: chaque État membre a adopté une politique sanitaire propre, allant du confinement très strict en Italie à de simples conseils à la population en Suède où prévaut l'approche de l'immunisation collective. Et les manifestations d'égoïsmes nationaux n'ont pas manqué, lorsque l'Italie s'est sentie abandonnée par la France et l'Allemagne, qui ont interdit l'exportation de leurs propres matériels prophylactiques.

De même, sur le plan financier, les réticences à la cohésion et à la solidarité se ravivent.

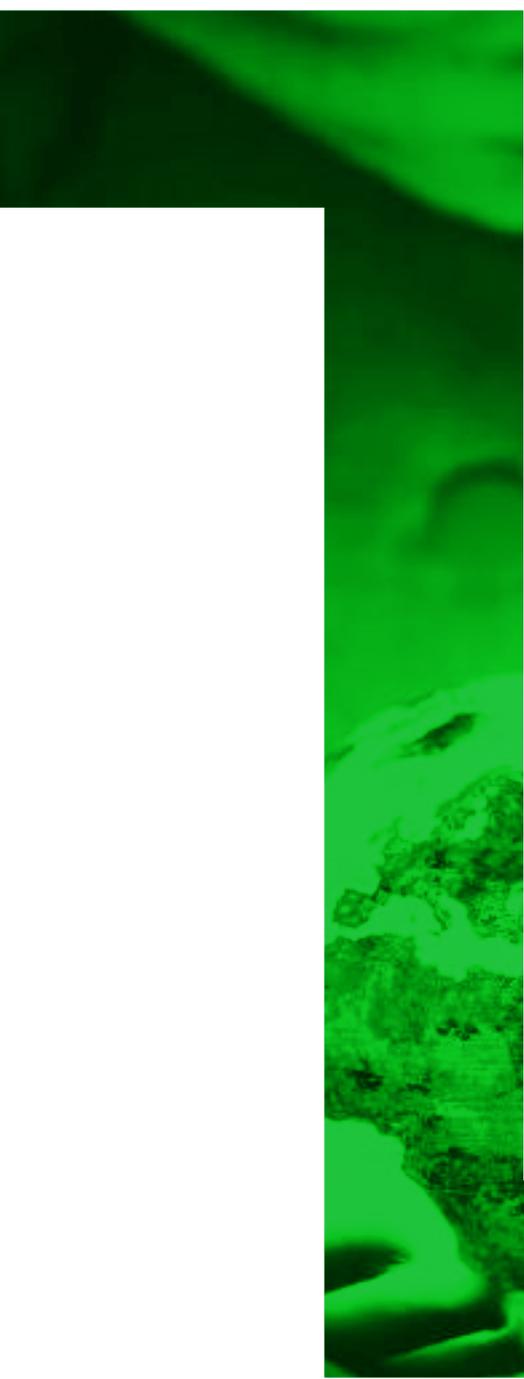
Déjà engagées sur la voie de la non-coopération, les discussions budgétaires sont aujourd'hui bloquées. Les « États frugaux » me-

nés par les Pays-Bas refusent une solidarité financière sous la forme d'une émission conjointe de corona bonds. Les rivaux de l'Union tentent de tirer parti de cette gestion initiale de la crise: les médias chinois ou russes se gaussent ouvertement de la désunion européenne afin de mieux mettre en valeur leurs actions de solidarité, envers l'Italie notamment.

Il est toutefois bien prématuré d'annoncer le déclin rapide de l'UE à l'occasion de cette crise.

L'absence de coordination initiale peut jouer en faveur des forces centrifuges, certes, mais elle peut également faire ressortir aux yeux des Européens la nécessité de doter la nouvelle Commission de marges d'action supplémentaires.

Surtout, si la faiblesse de l'Union en matière de santé s'est



manifestée dans l'établissement des régimes de confinement, sa puissance de frappe en matière financière s'est elle aussi montrée à l'occasion de la crise: tous les États membres ont en effet mis en place des plans de soutien aux entreprises et aux ménages grâce à la suspension du pacte de stabilité et de croissance: l'Europe collectivement et les États individuellement ont ainsi démontré que l'orthodoxie budgétaire n'était pas un obstacle au sauvetage de l'économie. Quant aux institutions financières - la Banque centrale européenne et le mécanisme européen de stabilité -, elles ont adopté des dispositifs massifs pour permettre l'injection de crédits publics dans les économies de l'Union.

Toujours durement frappée, l'Europe n'est pas encore entrée, comme la Chine, dans le monde d'après la crise. Mais elle l'aborde-

ra forte d'une expérience cruelle: la non-coordination et les stratégies dissidentes nuisent non seulement aux institutions de l'UE mais aussi à ses citoyens. Le monde d'après la crise sera traversé, en Europe, par un débat de fond sur le sens de la solidarité entre États membres. Si la réponse économique de l'Union à la crise du Covid-19 est efficace, la construction européenne pourrait, de façon inattendue, s'en trouver renforcée.

L'ÉNIGME AMÉRICAINE : 1917 OU 1929 ?

Le monde d'après la crise est encore bien loin pour les États-Unis.

Longtemps habitée par un optimiste confinant à la négligence, l'administration Trump a tardé à préparer les dispositifs d'urgence,

le plan de soutien à l'économie et, par construction, la sortie de crise.

Si le plan de soutien à l'économie finalement annoncé impressionne par son volume financier, le crédit politique national et international du leadership américain est aujourd'hui engagé. Le pays est largement brocardé pour son impréparation sur la scène internationale; de plus, la réduction du chômage, portée au crédit du président en campagne pour sa réélection, est aujourd'hui enrayée.



S'il est certain que le bilan humain risque d'être particulièrement lourd aux États-Unis, plusieurs options sont encore ouvertes pour préparer le monde de l'après-crise. Après tout, les États-Unis ont abordé plusieurs crises internationales avec du retard sans pour autant se priver d'une position de force dans l'après-crise.

En 1917, ils avaient rejoint leurs alliés européens sur le tard dans leur effort de guerre mais étaient ensuite apparus comme l'acteur décisif de la victoire contre la Triplice. Capitalisant sur cette entrée en guerre tardive, l'administration Wilson avait façonné l'Europe et le système de la Société des Nations.

L'administration Trump est-elle capable de jeter les forces considérables des industries et des

administrations américaines dans la préparation de l'ordre mondial post-crise? Adoptera-t-elle une approche similaire à celle de 1917, multilatéraliste sur le tard? Ou bien abordera-t-elle la crise comme l'administration Hoover avait traité la crise économique de 1929 en annonçant en 1930 que « la reprise était au coin de la rue » ?

Le monde d'après le Covid-19 sera suspendu à cette énigme américaine: la présidence Trump est-elle capable de revenir sur sa défiance envers le traitement multilatéral des crises? Ou bien donnera-t-elle à la campagne électorale en cours la tonalité désormais bien connue d'« America First » ?

Le Covid-19 bouleverse d'ores et déjà les relations internationales, les rapports de force et les positions relatives des acteurs en présence.

L'ADMINISTRATION TRUMP EST-ELLE CAPABLE DE JETER LES FORCES CONSIDÉRABLES DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS AMÉRICAINES DANS LA PRÉPARATION DE L'ORDRE MONDIAL POST-CRISE ? © ARTUR WIDAK/NURPHOTO/AFP

La crise sanitaire a commencé à déclencher une crise économique qui débouchera, dans la deuxième partie de 2020, sur une crise politique.

Comme dans toutes les périodes d'accélération de l'histoire, les évolutions sont très rapides et très instables. Mais plusieurs transformations paraissent inévitables: la crise affaiblira durablement les États déjà affaiblis, sur le plan budgétaire et sur le plan politique. L'Italie, l'Espagne, bientôt la Grèce et le Portugal ressentiront à nouveau cruellement leur dépendance à l'égard de l'Europe du Nord.

De même, en Asie, la superpuissance chinoise pèsera sur la sortie de crise de tous les États qui dépendent déjà d'elle: Vietnam, Indonésie ou encore Pakistan.

La crise a ceci de cruel qu'elle

renforce les positions de force et affaiblit encore davantage les États vulnérables...

Cyril Bret - Géopoliticien - Sciences PO/Université de la Sorbonne.

Espace de libertés | Mai 2020 (n° 489).

Article originellement mis en ligne sur www.the-conversation.com, le 6 avril 2020.

CULTURE - APRÈS LA CRISE, QU'ATTENDONS-NOUS DE L'ART ET DE LA CULTURE ?



Tous les pouvoirs publics doivent prendre en considération la dimension culturelle dans les plans de relance. Il ne s'agit pas seulement d'assurer la survie du secteur, mais aussi de garantir et pérenniser un droit fondamental de l'être humain face à la complexité du monde.

La vie culturelle aura été pratiquement mise à l'arrêt durant la période de confinement. A l'heure actuelle, nous ne savons pas encore quand et sous quelles formes elle pourra reprendre.

Les artistes et tous les travailleurs de la culture subissent de plein fouet les effets de la crise.

Ils sont extrêmement inquiets, à juste titre. Plusieurs appels ont été lancés récemment par différents réseaux culturels pour attirer l'attention sur les difficultés propres à leur secteur, et certains responsables politiques ont commencé à apporter des pistes aux questions les plus urgentes. Il faudra voir si elles se concrétisent, et il reste de toute façon une énorme inquiétude, surtout sur le moyen et le long terme. A cet égard, la perspective d'un débat de fond sur la sortie de crise est capitale.



LA CULTURE, APRÈS LA CRISE ?

PENSER ET AGIR AUTREMENT

Pour que ce débat soit le plus fructueux possible, je voudrais clarifier deux points fondamentaux qui ne vont pas nécessairement de soi aujourd'hui. Tout d'abord, la sauvegarde du secteur cultu-

BERNARD FOCCROULLE, MUSICIEN, ANCIEN DIRECTEUR
DU THÉÂTRE DE LA MONNAIE, MEMBRE-FONDATEUR DE CULTURE & DÉMOCRATIE

rel est essentielle non seulement pour les travailleurs culturels, mais pour la société tout entière.

Nous allons au-devant d'un tsunami économique aux conséquences sociales très sévères : si on considère que les arts et la culture sont de l'ordre du divertissement voire d'un vague supplément d'âme, il n'y aura aucune raison d'en faire une priorité. Si par contre, on admet que le champ culturel contribue fortement par ses questionnements, ses inventions, ses créations, à nourrir la société, à la faire tenir, à la faire vivre, à la maintenir en mouvement, alors il faut penser et agir autrement.

I UN BESOIN ESSENTIEL

Nous avons assisté ces derniers temps à la montée de périls qui menacent la santé de nombreux

citoyens, défont les liens sociaux, aggravent les inégalités et mettent en danger la vie démocratique au sein même de nos sociétés européennes. Il ne sera pas possible de faire face à ces dangers sans investir massivement dans l'éducation et la culture : notre société souffre de trop peu de démocratie dans la culture, et de trop peu de culture dans la démocratie.



« L'HOMME SANS CULTURE
EST UN ARBRE SANS FRUIT ».
CITATION D'ANTOINE DE RIVAROL (1753- 1801) IN
« LES PENSÉES INÉDITES DE RIVAROL » (1836).

NE PAS FRAGILISER L'ENSEMBLE

À tous les pouvoirs publics, y compris l'Etat fédéral et l'Union européenne, demandons instamment de prendre en considération la dimension culturelle dans les plans de relance. Il serait catastrophique, sous prétexte de relancer l'économie, de fragiliser les financements culturels (dont la part reste infime dans les budgets publics, rappelons-le). Santé, économie, recherche scientifique, enseignement/formation et culture sont des domaines étroitement reliés ; affaiblir l'un d'eux, c'est affecter l'ensemble.

SE RECENTRER SUR L'HUMAIN

L'autre question fondamentale concerne les modifications que les acteurs culturels pourraient prendre en compte dans leur travail. Un peu partout en Europe et dans le monde, des voix s'élèvent pour demander que la sortie de crise soit l'occasion de rectifier le cours des choses, de recentrer notre société sur l'humain en privilégiant l'équité, la solidarité et le développement durable.

Comment repenser la vie culturelle dans ce contexte ? Que modifier dans son fonctionnement ? Comment rééquilibrer les choses en matière de parité et de diversité culturelle ? Comment développer nos modes de production et de diffusion de manière plus durable et écologique ? Comment renforcer l'ancrage des institu-

tions culturelles dans leur environnement local, sans perdre de vue la dimension internationale ? Ne serait-ce pas le moment de remettre en cause des habitudes et des cloisonnements qui pèsent de tout leur poids, empêchant de répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens ?

LA CULTURE, UN DROIT

Dans ce contexte, la question des « Droits culturels » doit recevoir une attention toute particulière. Par « droits culturels », on entend d'abord tout ce qui tend à faire participer activement l'ensemble des citoyen.ne.s à la vie culturelle, des spectacles professionnels aux activités artistiques

pratiquées en amateurs. Or, on le sait, un très grand nombre – voire la majorité – reste à l'écart de nos manifestations artistiques, qu'il s'agisse du cinéma, du théâtre, de la danse, de la musique, des arts visuels, etc. Et beaucoup de programmations culturelles ne sont pas suffisamment pensées en rapport avec la diversité culturelle et sociale de nos populations.

Plus largement, l'exercice des droits culturels devrait permettre aux personnes d'exprimer leur identité, leur vision du monde, leur humanité. (1)

FAIRE LIEN

Au-delà du seul champ culturel, un large mouvement international porte l'exigence du déploiement des droits culturels, notamment sous-développés au XX^e siècle. Mais pour parvenir à les mettre en



œuvre réellement, il faut intégrer cette exigence des droits culturels à l'intérieur même des institutions et des politiques qu'elles conduisent, comme une référence essentielle de leurs missions. Pensons notamment à déployer de multiples complicités avec le monde associatif, à construire des partenariats durables avec le monde éducatif, à multiplier les résidences d'artistes dans toutes les circonstances sociales où se font et se défont les liens qui font civilisation.

I DE LA CULTURE, PARTOUT !

Plus que jamais, c'est dans la transversalité que se joueront les grands enjeux culturels de demain. Les politiques culturelles - et parallèlement toutes les politiques ! -, devraient soutenir massivement la mobilisation des droits culturels sur tous les ter-

rains, y compris dans les hôpitaux, les entreprises, les écoles et les universités, les lieux d'accueil des personnes âgées, les prisons, les quartiers, les villes et les villages.

Edgar Morin déclarait tout récemment : « il faut une nouvelle politique de civilisation » (Le Soir du 20 avril 2020). Cette nouvelle politique de civilisation, cette mutation sociétale que nous appelons de nos vœux, devra nécessairement intégrer de nouvelles formes de participation culturelle, de nouvelles formes d'expression démocratique.

I RÉUNIR LES FORCES ET LES CRÉATIVITÉS

Ceci nous conduit à examiner les dimensions culturelles des Droits humains (2). Comment en effet progresser ensemble sur le



plan démocratique, si nous ne parvenons pas à développer des outils favorisant la perception de la complexité du monde ? Si nous laissons le processus de marchandisation s'étendre à toutes les facettes des activités humaines ?

Ce n'est pas en travaillant chacun dans notre coin, ou pire, en nous rejetant les responsabilités les uns sur les autres que nous progresserons sur ces plans : c'est en réunissant nos énergies, nos forces, nos créativité, que nous

parviendrons à sortir de la crise et à opérer la grande transformation que nous commençons à entrevoir : réencaster l'économie dans la société, par un travail généralisé de la culture, par une démocratie approfondie, par une véritable démocratie culturelle.

Bernard Focroulle, musicien, ancien directeur du Théâtre de la Monnaie, membre-fondateur de Culture & Démocratie, in Carte blanche, Le Soir, 12.05.2020.

I NOTES

(1) Cette acception large est celle proposée par La Déclaration de Fribourg sur les droits culturels (2007). La Déclaration Universelle des droits humains est également très claire en son article 27 : « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ».

(2) « Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur ».

The image features a large European Union flag, characterized by its blue field and twelve golden stars, waving in the wind. The flag is positioned in the foreground, partially obscuring a panoramic view of a city with numerous buildings and a hilly background under a cloudy sky. A horizontal green bar is overlaid on the top left, containing the text.

EUROPE - LE COÛT DE LA NON-EUROPE

L'épidémie de la Covid-19 vient s'ajouter à la polycrise que connaît l'Union européenne depuis une dizaine d'années : crise migratoire, montée des populismes, Brexit, cohésion de la zone euro, défi climatique..., autant de problématiques auxquelles l'Union européenne est aujourd'hui confrontée.

En sortira-t-elle grandie ?

Rien n'est moins sûr au vu du chaos qui a, dans un premier temps, régné sur le Vieux Continent, l'Europe, qui avait, dans le dossier du Brexit, fait cause commune face aux Britanniques, montrant, cette fois, son incapacité à parler d'une seule voix.

En effet, au-delà de la cacophonie qui a présidé aux différentes mesures sanitaires qui, selon les pays, ont oscillé entre le confinement strict et la stratégie d'immunité collective ou, un comble, qui

a permis à certains Etats de réquisitionner du matériel sanitaire destiné à leurs voisins, le débat a aussi porté sur la réponse financière de l'Union, la discorde entre les Etats membres, notamment sur l'émission d'euro-obligations, les corona bonds, ayant même amené la présidente de la Commission à présenter des excuses publiques aux citoyens italiens pour le manque de solidarité européenne.

Sans compter que pendant ce temps, en Europe de l'Est, certains Etats comme la Pologne et la Hongrie arguant de la nécessité d'adopter des mesures exceptionnelles pour lutter contre la pandémie, semblent profiter de la crise pour asseoir leur démocratie illibérale et pour limiter l'exercice de certains droits et libertés fondamentales, alors qu'ailleurs réapparaissent les vieux réflexes du repli sur soi, des tentatives protec-

tionnistes au rétablissement des contrôles aux frontières, imitant ainsi les États-Unis, qui ne sont même pas donnés la peine d'informer leurs alliés avant d'interdire les vols en provenance de l'Union européenne...

C'est en l'occurrence ignorer le passé car n'en déplaît aux adorateurs des frontières, les pandémies n'ont pas attendu la mondialisation pour faire des victimes - la peste noire au XIV^e siècle ayant provoqué plus de 25 millions de morts et la grippe espagnole de 1917-18 près de 100 millions de victimes...

Il n'en demeure pas moins que l'Union européenne est bien réelle et non une abstraction en sustentation au-dessus de la tête des 27 Etats qui en sont membres et des 446 millions d'habitants qui la composent.

Mais il est vrai qu'en matière de santé, comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs, ce sont les gouvernements nationaux qui gardent la main, définissant les politiques de santé et organisant la fourniture des services et des soins médicaux, l'Union se bornant, par la force des choses, à compléter les politiques nationales et à soutenir la coopération entre les États membres dans le domaine de la santé publique.

Rappelons en effet que la construction de l'Union européenne repose sur un certain nombre de principes dont le tout premier, celui de l'attribution des compétences, stipule dans l'article 5 du Traité, qu'elle ne peut agir que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées.

De sorte que toute compétence non attribuée à l'Union appartient

aux États membres et que, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.

Cette liberté d'action laissée aux gouvernements nationaux a comme conséquence inévitable un manque de coordination qui crée des tensions entre les États membres.

Ainsi alors que l'épidémie donne des signes d'essoufflement et que les pays sont forcés d'engager des plans de déconfinement progressifs, afin de concilier l'impératif sanitaire et la relance

d'une économie à l'arrêt depuis plusieurs semaines, l'initiative de l'Autriche, qui annonce, la première, des mesures détaillées de sortie de crise, ne fait guère l'unanimité dans le reste du Continent, le ralentissement de la propagation, certes encourageant, étant toujours très fragile et menaçant de s'inverser après la sortie du confinement.

Cela étant, malgré les chœurs des pleureurs qui n'hésitent pas à déclarer que le projet européen est mort et les cris d'orfraie de ses ennemis héréditaires, Washington, Moscou et Pékin, l'UE a pris une série d'initiatives, qui semblent avoir été passées sous silence.

Il est vrai, que suite à un grave déficit de communication qui colle aux basques de l'Union depuis sa création, très peu savent que la Commission européenne a per-

mis de lever 7,4 milliards d'euros destinés à la recherche contre le virus, remportant au passage une victoire diplomatique importante, qui replace le Vieux Continent au centre du jeu géopolitique en période de crise sanitaire mondiale.

D'autre part, répondant aussi à la critique quant à sa rigidité sur le plan des finances étatiques, l'Union a décidé, de façon inédite, de suspendre les règles de discipline budgétaire inscrites dans le Pacte de stabilité et de croissance, lequel prévoit que les Etats de la zone euro doivent limiter leur déficit public à 3 % du PIB et leur dette publique à 60 % du PIB.

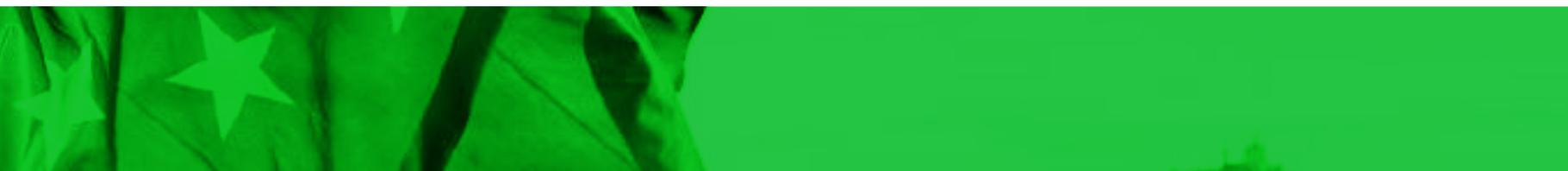
Une mesure jugée indispensable pour aider les Etats membres à dégager le plus de moyens possible afin de lutter efficacement contre l'épidémie et à surmonter la crise économique qui pointe le bout de son nez - les experts esti-

mant que le PIB de la zone euro devrait chuter de 7,4 % cette année.

L'action de l'Union ne s'est d'ailleurs pas arrêtée en si bon chemin puisque, sortant son bazooka, elle a mis sur pied « un plan d'urgence » de 750 milliards d'euros destinés à des rachats massifs par la BCE, la Banque Centrale Européenne, de la dette publique (Etats) et de la dette privée (Entreprises), une mesure par laquelle elle espère inciter les banques à maintenir voire à relancer leurs prêts aux ménages et aux entreprises, et ainsi à soutenir la consommation donc la production et l'emploi.

Reste le point délicat des corona bonds et de la mutualisation des dettes souveraines.

Suite à la pression des pays les plus gravement touchés par la crise sanitaire, lesquels souhaitent



une plus grande solidarité financière, la Commission européenne a proposé d'émettre des euro-obligations, afin de mutualiser les dettes consenties par les Etats de la zone euro dans leur lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Si par le passé, les détracteurs des euro-obligations ont avancé l'argument de l'aléa moral, selon lequel les implications limitées en matière de financement pouvaient pousser certains États membres à manquer de discipline budgétaire, cet argument ne tient pas dans les circonstances actuelles, les fonds ainsi mobilisés venant amortir les effets extérieurs d'une crise, dont les gouvernements nationaux sont les victimes.

Toutefois, suite aux profondes dissensions provenant du refus, parfois catégorique, des pays dits « frugaux » comme les Pays-Bas, le Danemark, l'Autriche et quelques

autres, d'adhérer au bien-fondé de ce projet, le Conseil a décidé de ne pas décider, laissant à l'Eurogroupe, organe informel des ministres des Finances de la zone euro sans légitimité institutionnelle, le soin de trouver un terrain d'entente et a confié à la Commission la délicate mission d'élaborer une proposition sur les modalités d'une telle opération en vue de convaincre les Etats réticents.

En effet, si malgré leur grande prudence, les représentants allemands et hollandais proposent l'usage du Mécanisme Européen de Stabilité (MES), un fonds de 410 milliards d'euros, créé après d'âpres négociations en pleine crise grecque, pour venir en aide aux pays en difficulté, cette solution n'emporte pas l'adhésion de plusieurs gouvernements et, notamment, de Giuseppe Conte, le Premier ministre italien, qui déclare « ce n'est pas ce dont

nous avons besoin maintenant. [...] Le MES est un instrument mis au point pour porter secours aux États membres affrontant des tensions financières liées à des chocs asymétriques. Le coronavirus au contraire est en train de causer un choc symétrique, avec pour effet de plonger dans la dépression [...] nos systèmes économiques et sociaux ».

Une situation difficile à démêler au regard de l'histoire récente de l'Union, notamment lors de la crise grecque de 2011 qui a divisé les membres de la zone euro entre partisans, la France notamment, de la création d'euro bonds - permettant de mutualiser la dette et, dès lors, de créer une solidarité au sein de la zone dissuasive pour les marchés - et opposants à cette solution, l'Allemagne en particulier.

A l'époque, face à l'urgence de mettre un terme définitif à la crise

et d'éviter un Grexit, le Conseil européen va alors décider de signer un nouveau traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qui instaure davantage de discipline budgétaire dans la zone euro, une approche orientée vers une solution intergouvernementale au détriment de la voie communautaire.



Reste donc à espérer que nous n'allons pas revivre le « remake » d'une mauvaise tragédie grecque.

Il n'est plus le temps des demi-mesures et la solution à ce problème de cohérence européenne passe nécessairement par plus d'Europe, tant il est vrai que les pères fondateurs du projet européen que sont Schuman, Monnet ou Spaak n'ont jamais rêvé d'une institution figée dans la pierre, l'Union Économique et Monétaire n'étant qu'une étape comme l'a été la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).

Car nous devons être conscients que cette « coronacrise » mondiale survient à un moment charnière de l'histoire.

En effet, sur le plan géopolitique, l'épidémie de coronavirus constitue un triple accélérateur de l'histoire.

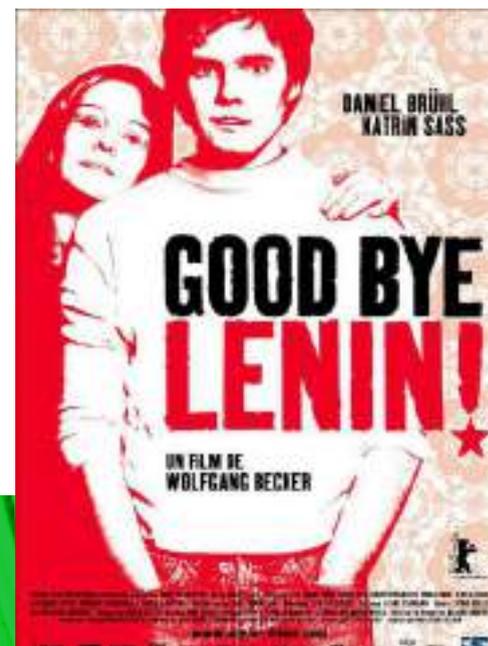
LA CRISE GRECQUE.

AFFICHE DU FILM
DE WOLFGANG BECKER.

Elle confirme la montée en puissance de l'Asie, l'affaiblissement de l'Amérique, et le renforcement de l'Allemagne en Europe.

Des grandes tendances qui préfigurent ce que sera le monde en 2030.

Dans « Good Bye Lenin », film allemand réalisé en 2003 par Wolfgang Becker, un fils aimant faisait tout pour cacher à sa mère – sortie d'un long coma après un infarctus – la chute de la RDA et l'unification de l'Allemagne.



Il s'agissait d'une projection feinte dans un passé récent.

La crise du coronavirus, à l'inverse, s'apparente à une projection bien réelle dans un futur proche : une accélération de l'histoire, confirmant des tendances lourdes déjà à l'œuvre.

Depuis une dizaine d'années, la Chine affirme de plus en plus ses prétentions géopolitiques, raison pour laquelle cette hyperpuissance en devenir a orienté la Shanghai Coopération Organisation (SCO), initialement créée pour discuter des questions de sécurité régionale après la chute de l'URSS, vers les questions d'infrastructures, d'énergie, de recherche et de communication, réussissant à fédérer autour d'elle la Russie et plusieurs États eurasiatiques, mais également, depuis 2017, l'Inde et le Pakistan.

C'est également dans cette optique d'affirmation que depuis 2018, la Chine souhaite réduire sa dépendance au dollar en allégeant à bas bruit son portefeuille de bons du Trésor américain, comme la Russie d'ailleurs. De plus, dans sa guerre commerciale contre les États-Unis, l'Empire du milieu parie aussi sur ses réserves considérables en or, dont elle est le premier producteur mondial, et comme si cela ne suffisait pas, la Banque Populaire de Chine (PBOC) multiplie depuis début 2019 l'acquisition d'or sur le marché international, accumulant de la sorte un stock estimé à 14 000 tonnes contre à peine plus de 8 000 pour les États-Unis.

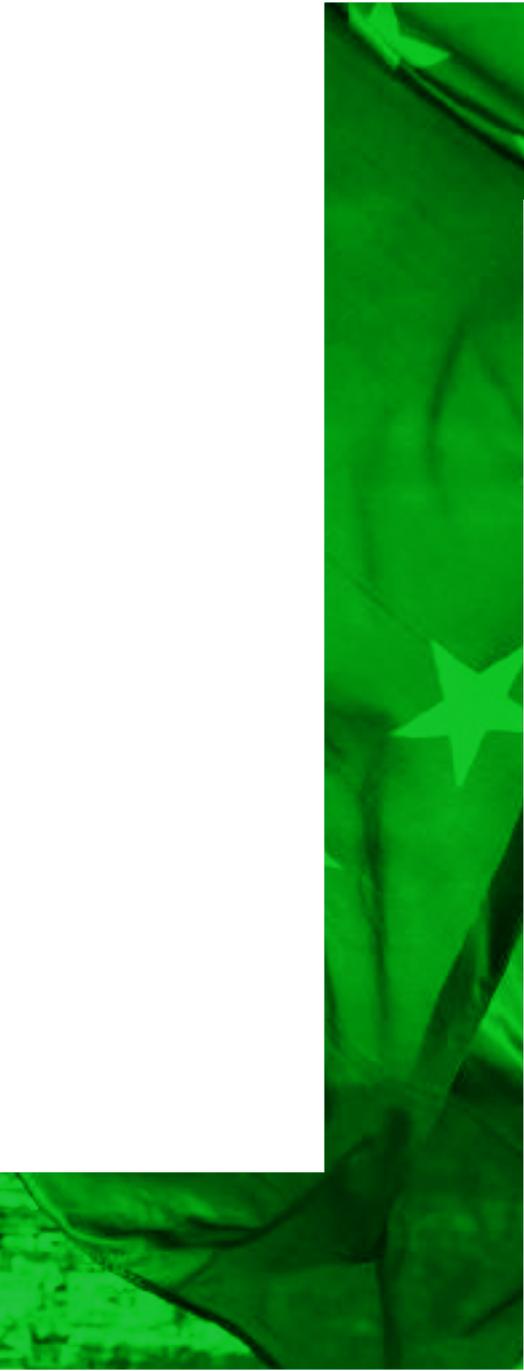
Enfin, en attendant de connaître l'issue de cette confrontation économique entre les deux plus grandes puissances, il ne faudrait pas oublier que le « modèle chinois » autoritaire n'est pas le

seul et l'unique en Asie, le Japon démocratique ayant prouvé lui aussi sa capacité de gestion face à l'épidémie, ce que les milieux financiers se sont empressés de reconnaître avec une hausse significative de la Bourse de Tokyo.

L'Asie, qui avait connu le SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère) en 2003, puis la grippe H1N1 en 2009, donne donc dans son ensemble – on pourrait ici aussi évoquer la Corée du Sud – au reste du monde une leçon magistrale de stratégie et de moyens, raison pour laquelle il y a du souci à se faire pour notre Vieux Continent.

Par ailleurs, la pandémie est une confirmation supplémentaire des faiblesses de l'Amérique. La première puissance militaire mondiale s'est trouvée singulièrement désarmée face au virus et son système de santé, profondément iné-





galitaire, a laissé quasiment sans protection ses citoyens les plus pauvres.

De plus, son leadership politique caricatural, a affaibli encore davantage la réalité : la position de repli sur soi initiée par Trump, laquelle s'accompagne d'un désintérêt pour les questions globales comme le climat (retrait des Accords de Paris), la sécurité (critique et menace de retrait de l'OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ou la santé, (suspension de sa participation financière et menace de retrait de l'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé), ont fortement terni l'image des Etats-Unis.

Certes, dans quelques mois, l'Amérique pourrait punir les républicains au pouvoir de leurs échecs, au moins initiaux, face à la pandémie et retrouver un peu de sa dignité et de son humanité.

Mais, même si Trump est défait, il est illusoire de penser que l'Amérique puisse retrouver la position centrale qui fut la sienne pendant trois quarts de siècle.

Cela signifie-t-il pour autant que la Chine reprendra le flambeau ? Pas sûr du tout, car la crise du coronavirus a exposé aussi bien les fragilités de l'Amérique que celles de la Chine. Le mensonge d'État, l'absence totale de transparence de Pékin, la chute brutale de la croissance et les risques de reprise de la pandémie nous font plutôt entrevoir un monde apolaire que bipolaire.

Et ce n'est pas la Russie qui peut prétendre combler ce vide au sommet. Tout comme l'Iran des mollahs et la Turquie d'Erdoğan, Poutine risque de sortir affaibli de cette crise sanitaire, qui agit davantage comme un révélateur des faiblesses internes que comme la

URSULA VON DER LEYEN,
CHRISTINE LAGARDE,
ANGELA MERKEL.

démonstration de la supériorité de ces régimes autoritaires.

Reste donc la bonne vieille Europe qui, largement portée par un trio de femmes - Angela Merkel, chancelière allemande, Ursula

von der Leyen, présidente de la Commission européenne et Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne - a, après un début incertain, retrouvé des couleurs.





Il n'est donc plus temps de tergiverser. Cette crise, par sa gravité, nous pousse à aller à l'essentiel, collectivement et individuellement, car si des coopérations bilatérales sanitaires d'urgence sauvent pour l'instant la donne, - l'Allemagne, par exemple, accueillant des patients italiens et français - il faudra un changement profond du fonctionnement de l'Union, en privilégiant l'intérêt commun des Européens grâce à ses institutions communautaires.

Soyons donc les dignes héritiers du rêve européen et, dépassant enfin les clivages nationalistes, donnons à notre Union les outils pour répondre aux problèmes de demain.

Car le coût de la non-Europe se compte aujourd'hui en vies humaines.



**LE BILLET D'HUMEUR -
LE DÉCONFINEMENT OU
LE RETOUR À L'ANORMAL**

*D'aucuns fustigent sans vergogne - à juste titre ? - les bien-pensants qui se répandent en propositions, perspectives, et autres « plans sur la comète » pour cet Après hypothétique. Il ne faut pas non plus ignorer tout sur-saut de pessimisme, ainsi, à titre d'exemple, le cinglant « a contrario » de **Sophie Aram** journaliste chroniqueuse à France Inter, dans un billet de (méchante humeur) intitulé « le déconfinement ou le retour à l'Anormal ».*



Il fallait s'y attendre : après les journaux de confinement dans lesquelles certains redécouvraient « en région » les joies du macramé et la douceur de la rosée matinale sur leurs orteils engourdis, nous voilà face à une deuxième vague avec les tribunes dédiées au monde d'Après.

Visiblement, on ne plonge pas impunément dans l'oisiveté et l'onanisme tout ce que la France recèle de comédiens, de penseurs occasionnels et d'improbables moralistes - oui ma famille de cœur en quelque sorte - sans qu'ils s'accordent à jeter les bases d'un nouveau monde sur un socle conceptuel et idéologique compris entre « ah la la ça suffit » et « c'est quand même pas si compliqué » le tout suivi de ce que vous voulez... un plaidoyer pour la planète, la justice sociale, les toilettes sèches où les pompes à chaleur en peau de castor recyclés.

Tout marche à condition que le ton soit aussi déchirant que pathétique et surtout qu'il regorge de vœux pieux qui permettent à toute la gauche de dénoncer l'inaction de l'Etat et à toute la droite de dénoncer l'omniprésence de l'État sans courir le risque qu'une seule de leurs idées ne soit mise en œuvre.

Mais comprenez-moi bien, j'aurais été ravie d'y trouver une idée, une piste, même confuse et molle - comme disait la baronne - mais là vraiment ce concert de ouin-ouins, ce défilé d'enfants gâtés prêts à jeter leur doudou pour sauver la planète, c'est déprimant. L'absence de réflexion est telle qu'on finit par se demander si la réalité elle-même a encore sa place dans le monde d'Après.

Non visiblement, le seul truc qui n'a aucune chance de disparaître dans le monde d'Après : c'est l'indécence.

SOPHIE ARAM, JOURNALISTE CHRONIQUEUSE

L'indécence d'occuper son déconfinement à vomir le consumérisme après avoir élargi la case « revenus exceptionnels » de ses 15 dernières déclarations d'impôts par des publicités pour Kia, Lancôme et Chanel.

L'indécence de jeter rageusement sa carte gold de chez Fly-Emirates dans une poubelle de tri sélectif et renoncer au transport aérien qui pollue après avoir fait 200 fois le tour de la planète et tanné le cuir des fauteuils business de la plupart des compagnies.

La seule question étant : faut-il poster ce geste éco-responsable sur son instagram avant ou après avoir demandé aux passagers de Ryan Air de renoncer à leurs vacances à Marbella ?

Quand ceux qui veulent changer le monde demandent à ceux qui ont besoin de changer de voiture ou simplement trouver de quoi se payer un plein..., de faire un geste, on aimerait que ça s'accompagne au minimum de quelques idées.

Mais sans déconner, à l'heure où bon nombre de personnes ont déjà perdu leur emploi et où ceux qui manquent de tout ne voient pas très bien comment ça va s'arranger, j'évitais de faire passer la crise économique et leur précarité pour une contribution postmoderne à la décroissance éco-responsable.

Quant à l'idée de refuser un retour à la normale, j'aimerais déjà que ces fieffés penseurs m'expliquent ce que le monde d'avant avait de « normal » pour eux ?

Pour l'heure, à la lecture de toutes ces tribunes, la seule question de fond qu'elles semblent poser c'est : restera-t-il des adultes dans le monde d'Après ?



**« LA LAÏCITÉ NE S'APPREND PAS,
ELLE SE VIT ».**



VÉRONIQUE DE KEYSER, PRÉSIDENTE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

Et pour continuer à faire vivre notre Maison de la Laïcité, nous préparons la rentrée avec une série d'activités diverses.

Elles feront écho à l'actuelle crise sanitaire mais pas seulement car nous vous proposerons également quelques rencontres festives et conviviales pour agrémenter la fin d'une année qui fut assez pénible pour la plupart des citoyens.

Soyez donc attentifs aux informations que nous diffuserons durant l'été et n'hésitez surtout pas à nous contacter à votre meilleur gré.



**Rendez-vous donc,
ami(e)s fidèles, au dernier
quadrimestre 2020.**



**Rue de la Libération, 152,
7080 La Bouverie.**





Maison de la Laïcité
de Fraternité

